

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

POLITIQUE RÉGIONALE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DÉCHETS - CINQUIÈMES AFFECTIONS

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS.....	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION.....	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION.....	10
Annexe n°1 Fiches projets Zéro déchet.....	11
Annexe n°2 Fiches projets Fonds propreté.....	34
Annexe n°3 Avenant de transfert.....	49
Annexe n°4 Fiches projets modifiées.....	55
Annexe n°5 Projet convention FEDEREC.....	60
Annexe n°6 projet de convention SYCTOM.....	71

EXPOSÉ DES MOTIFS

Afin de mettre le cap sur une Île-de-France propre, zéro déchet et circulaire en accompagnant l'atteinte des objectifs du Plan Régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) et de la stratégie régionale économie circulaire (SREC), adoptées par délibérations n° CR 2019-053 du 21 novembre 2019 et n° CR 2020-040 du 24 septembre 2020, il est proposé dans le cadre de ce rapport de mobiliser un montant global de **1 547 155 €** d'autorisations de programme et d'engagement.

1. Affectation de subventions

1.1. Au titre du dispositif « Zéro déchet et économie circulaire »

Il est proposé de participer, en investissement, au financement de **11 opérations** pour un montant de **1 258 881 €** d'autorisations de programme, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme RE 7213-002 « Economie circulaire et déchets », action 572002012 « Economie circulaire et déchets », réparties comme suit :

- 1 opération pour agir en faveur du zéro plastique (consigne pour réemploi, vrac...) ;
- 4 opérations pour le doublement de l'offre de réemploi et de réparation ;
- 1 opération pour la création, la rénovation ou la modernisation de déchèteries ;
- 5 opérations pour généraliser le tri à la source des biodéchets et leur valorisation.

1.2. Au titre du « Fonds propreté »

Il est proposé dans ce cadre, de participer :

- en investissement, au financement de **6 opérations** pour lutter contre les dépôts sauvages pour un montant de **173 274 €** d'autorisations de programme, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7222 « Actions en matière de propreté et de nettoyage », programme HP 7222-003 (172003) « Fonds propreté », action 17200301 « Fonds propreté ».
- en fonctionnement, au financement d'**une opération** de résorption d'un dépôt sauvage d'importance régionale à Annet-sur-Marne pour un montant de **100 000 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 7222 « Actions en matière de propreté et de nettoyage », programme HP 7222-003 (172003) « Fonds propreté », action 17200302 « Fonds propreté ».

1.3 Au titre de prestations nécessaires à la mise en œuvre de la Stratégie régionale d'économie circulaire

Ce rapport propose d'affecter **25 000 €** d'autorisations d'engagement, disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 7211 « actions de prévention et de sensibilisation », programme HP 7211-002 « Economie circulaire et déchets », action 17200202 « Economie circulaire et déchets », du budget 2023 pour assurer les prestations nécessaires à la mise en œuvre de la Stratégie régionale d'économie circulaire.

A cet effet, il convient de transférer un montant 25 000 € d'autorisations d'engagement au sein de chapitre 937 « Environnement », du code fonctionnel 7211 « Actions de prévention et de sensibilisation », programme HP 7211-002 « Economie circulaire et déchets », action 57200202 « Economie circulaire et déchets », vers le code fonctionnel 7211 « actions de prévention et de sensibilisation », programme HP 7211-002 « Economie circulaire et déchets », action 17200202 « Economie circulaire et déchets », du budget 2023.

2. Modifications administratives

2.1 Avenant de transfert

A la suite d'un changement de bénéficiaire, il est proposé de procéder au transfert de la subvention de 250 000 € affectés initialement par délibération n° CP 2022-159 du 20 mai 2022 à Orca Services Eternity Systems (dossier n° EX062880) au nouveau bénéficiaire Eternity Systems.

2.2 Modifications de fiches projets

Les modifications concernent les 2 fiches projets suivantes :

- n° EX059485 : A la suite d'un changement de périmètre du projet porté par l'entreprise Lemon Tri, il est proposé de modifier le descriptif du projet « Equipement d'une plateforme logistique circulaire pour la valorisation des déchets hors-foyer (93) - LAUREAT DU BPE (3^{ème} session) », adopté par délibération n° CP 2021-418 du 19 novembre 2021. L'implantation historique des locaux d'activité de Lemon Tri se situe à Pantin (93). Initialement l'entreprise souhaitait déployer une seconde antenne plus au sud de la Région Île-de-France en Essonne. Entre temps, elle a dû libérer son ancien site d'occupation situé sur un futur éco-quartier et a eu l'opportunité de déplacer son activité dans un nouvel entrepôt de 13 000 m². Ce nouveau site lui permet dorénavant d'accroître ses capacités et d'accompagner la croissance de son activité sur le même site.

- n° EX062181 : A la suite d'une réévaluation du projet porté par la société MIROA, il est proposé de modifier le plan de financement et le libellé des dépenses éligibles du projet « expérimentation pour développer une boucle locale de réemploi de vêtements (92) » adopté par délibération n° CP 2022-084 du 23 mars 2022.

Les montants des subventions restant inchangés, ces modifications n'ont aucune incidence financière.

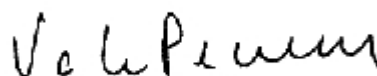
3. Passation de conventions avec le FEDEREC et le SYCTOM

La fédération professionnelle des entreprises du recyclage Île-de-France (FEDEREC) propose à la Région Île-de-France et à l'ADEME de signer une convention de partenariat tripartite pour resserrer leur collaboration dans le cadre de l'atteinte des objectifs de la SREC et du PRPGD. Cette convention est sans incidence financière.

Par ailleurs, le SYCTOM, le plus important syndicat de traitement des déchets d'Île-de-France, souhaite apporter des soutiens financiers à des entreprises dans le cadre de ses appels à projets. Pour cela, il doit conclure une convention avec la Région.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 21 SEPTEMBRE 2023

POLITIQUE RÉGIONALE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DÉCHETS - CINQUIÈMES AFFECTIIONS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 le 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L 156 du 20 juin 2017 et par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime exempté SA.59108 relatifs aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L 156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 127-16 du 7 juillet 2016 modifiée portant approbation du dispositif « Région Île-de-France propre » et à la mise en œuvre du fonds propre ;

VU la délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la région vers un objectif « zéro déchet » en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-534 du 21 novembre 2018 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets 6^{ème} rapport pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-043 du 24 janvier 2019 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets 1^{er} rapport pour 2019 ;

VU la délibération n° CR 2019-053 du 21 novembre 2019 portant approbation du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France et de son rapport environnemental associé ;

VU la délibération n° CP 2020-167 du 1^{er} juillet 2020 relative à la Politique régionale économie circulaire et déchets : 4^{ème} affectation pour 2020 ;

VU la délibération n° CR 2020-040 du 24 septembre 2020 portant approbation de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-367 du 22 septembre 2021 portant intégration d'une signalétique régionale ;

VU la délibération n° CP 2021-418 du 19 novembre 2021 relative au Budget participatif écologique et solidaire – 3^{ème} session ;

VU la délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 relative aux politiques régionales économie circulaire et déchets – Affectations 2021 ;

VU la délibération n° CP 2022-084 du 23 mars 2022 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets – 2^e affectations 2022 ;

VU la délibération n° CP 2022-159 du 20 mai 2022 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets – 3^{ème} affectation 2022 ;

VU la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 portant approbation du contrat de plan État-Région 2021-2027 ;

VU la délibération n° CP 2022-435 du 10 novembre 2022 portant adoption du Budget participatif écologique et solidaire, 4^{ème} session ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 portant diverses dispositions en matière de communication institutionnelle - 2^{ème} rapport 2023 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour l'année 2023 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-298 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **zéro déchet et économie circulaire** », au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions en investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **1 258 881 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **1 258 881 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme RE 7213-002 « Economie circulaire et déchets », action 572002012 « Economie circulaire et déchets », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », axe 2 « Economie circulaire ».

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Fonds propreté** », au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions en investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **173 274 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **173 274 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7222 « Actions en matière de propreté et de nettoyage », programme HP 7222-003 (172003) « Fonds propreté », action 17200301 « Fonds propreté », du budget 2023.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Fonds propreté** », au financement de l'opération détaillée dans la fiche-projet figurant en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention en fonctionnement d'un montant total prévisionnel maximum de **100 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **100 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 7222 « Actions en matière de propreté et de nettoyage », programme HP 7222-003 (172003) « Fonds propreté », action 17200302 « Fonds propreté », du budget 2023.

Article 4 :

Affecte, pour assurer des prestations nécessaires à la mise en œuvre de la Stratégie régionale d'économie circulaire, un montant d'autorisations d'engagement de **25 000 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 7211 « actions de prévention et de sensibilisation », programme HP 7211-002 « Economie circulaire et déchets », action 17200202 « Economie circulaire et déchets », du budget 2023.

Article 5 :

Décide de transférer à Eternity Systems la subvention attribuée antérieurement à Orca Services Eternity Systems par délibération n° CP 2022-159 du 20 mai 2022 susvisée d'un montant de 250 000 €.

Approuve l'avenant n°1 de transfert figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de cet avenant et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 6 :

Approuve la fiche-projet n° EX059485 modifiée telle qu'elle figure en annexe 4 à la présente délibération. Cette fiche-projet se substitue à la fiche-projet adoptée par délibération n° CP 2021-418 du 19 novembre 2021 susvisée.

Article 7 :

Approuve la fiche-projet n° EX062181 modifiée telle qu'elle figure en annexe 4 à la présente délibération. Cette fiche-projet se substitue à la fiche-projet adoptée par délibération n° CP 2022-084 du 23 mars 2022 susvisée.

Article 8 :

Approuve la convention de partenariat signée avec la fédération professionnelle des entreprises du recyclage Île-de-France (FEDEREC), la Région Île-de-France et l'ADEME figurant en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 9 :

Décide d'autoriser le SYCTOM à participer au financement du régime d'aide régional « Zéro déchet et économie circulaire ».

Subordonne l'autorisation à la signature de la convention figurant en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 10 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe n°1 Fiches projets Zéro déchet

DOSSIER N° EX075156 - Réemploi - Ressourcerie La Fabrique 2030 – extension de l'activité (75)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	385 524,00 € TTC	23,34 %	90 000,00 €
Montant total de la subvention			90 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION DE L'ARMEE DU SALUT FADS
CHANTIER D'INSERTION

Adresse administrative : 100 BD LEFEBVRE
75015 PARIS

Statut Juridique : Fondation

Représentant : Monsieur JACQUES DONZE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 septembre 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Fondation de l'Armée du Salut porte « LaFabrique230 », une structure d'insertion composée de 3 espaces : une ressourcerie et une bricothèque situées dans le 15ème arrondissement ainsi qu'une recyclerie petite enfance (« 230MCubes ») située dans le 11ème arrondissement.

Un premier soutien régional a été accordé en 2020 pour permettre la création de la ressourcerie et de la bricothèque. Un avenant conclu avec le bailleur Paris Habitat permet aujourd'hui de pouvoir exploiter le sous-sol du local initial.

Cela permettra à la ressourcerie :

- d'augmenter les surfaces de stockage ;
- d'augmenter les tonnages collectés (+ 57 %) et valorisés (de 40 % des tonnages collectés à 60 %) ;
- de collecter du mobilier plus volumineux ;
- de mieux travailler avec les éco-organismes ;
- d'agrandir l'espace de vente ;
- de créer deux nouveaux emplois en insertion.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation des travaux pour l'aménagement du sous-sol.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de doublement de l'offre de réemploi, réutilisation et réparation en Île-de-France d'ici 2030.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire, 35 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux (perçement plancher, électricité, plomberie, monte-charge...)	333 000,00	86,38%
Aménagement (mobiliers et matériels)	52 524,00	13,62%
Total	385 524,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	90 000,00	23,34%
Ville de Paris	115 000,00	29,83%
Syctom (prévisionnel)	50 000,00	12,97%
Fonds propres	130 524,00	33,86%
Total	385 524,00	100,00%

DOSSIER N° EX076004 - Economie circulaire - Expérimentation d'une plateforme de lutte contre le gaspillage des invendus cosmétiques issus de la parapharmacie

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	36 000,00 € TTC	35,00 %	12 600,00 €
Montant total de la subvention			12 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAVE&CARE

Adresse administrative : 35 RUE DES VINAIGRIERS
75010 PARIS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame MANON LEROUX, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le Syndicat professionnel du secteur cosmétique a évalué que l'équivalent de 4 tonnes d'invendus cosmétiques sont détruits chaque année en France, notamment dans le secteur de la parapharmacie (57 % des ventes en pharmacies et parapharmacies). Ces produits sont retirés des circuits de vente pour être incinérés 3 à 4 mois avant d'atteindre leur date de péremption.

Afin de lutter contre ce gaspillage et créer un processus de gestion optimisée des invendus adapté, l'entreprise Save and Care souhaite développer une plateforme B2C à destination des consommateurs permettant d'écouler les invendus (surstock, dates courtes, changement de formulation, emballages endommagés...) et de permettre la vente de ces produits à coûts réduits avant leur date de péremption.

Le projet de Save and Care est issu d'un partenariat avec Leader Santé (groupement de pharmacies), l'Ordre des pharmaciens (3756 pharmacies en Île-de-France) et l'Union nationale des pharmaciens de France.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation d'un prototype de plateforme de gestion des invendus.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de diminuer le 10 % la quantité de déchets d'activité économique d'ici 2025.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif I :

35 % des dépenses éligibles en investissement

50 % des dépenses éligibles pour les études de faisabilité

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de préfiguration	5 000,00	13,89%
Développement technique de la plateforme	17 456,00	48,49%
Matériel	13 544,00	37,62%
Total	36 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	12 600,00	35,00%
Fonds propres	23 400,00	65,00%
Total	36 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX074564 - Réemploi - Aménagement d'une ressourcerie dans l'ancienne halle du marché à Saint-Cyr-L'Ecole (78)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041411-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	298 764,00 € TTC	35,00 %	104 567,00 €
	Montant total de la subvention		104 567,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT CYR L'ECOLE

Adresse administrative : 11 TER AV JEAN JAURES
78210 SAINT CYR L'ECOLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Sonia BRAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Saint-Cyr-L'Ecole souhaite réaménager l'ancienne halle du marché de 250 mètres carré, dont elle est propriétaire, en ressourcerie. La création d'une ressourcerie doit permettre de redynamiser le marché communal et son centre-ville, en plus de promouvoir le réemploi auprès des habitants et habitantes de la commune.

Le local doit aujourd'hui être réaménagé permettant notamment la création d'un espace de vente et d'un atelier, pour une ouverture de la ressourcerie en octobre 2023.

Le projet est géré par la mairie, en lien avec son prestataire pour la gestion et l'animation de la ressourcerie, Ressources&Vous, et en association avec les commerçants du marché. L'association Ressources&Vous anime déjà plusieurs ateliers de sensibilisation au réemploi et à la réparation en partenariat avec la commune.

Les flux pris en charge seront les textiles, du mobilier, des équipements électriques et électroniques, des éléments de décoration, de cuisine, culturels et des affaires de sport et de loisirs. Le gisement collecté est estimé à 200 tonnes par an, pour 50 tonnes de déchets évités par an. Ressources&Vous est également implantée dans quatre ressourceries dans le sud des Yvelines, ce qui lui permet d'avoir une bonne connaissance des acteurs locaux. La ressourcerie est en lien avec les éco-organismes et le syndicat de traitement local, le SIDOMPE, pour recycler les tonnes collectées non réemployées.

La ressourcerie permettra de créer cinq à sept emplois en réinsertion.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation des travaux par la commune de Saint-Cyr-L'Ecole.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation d'ici 2031.

Détail du calcul de la subvention :

- Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire et de la mesure II : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- SAINT-CYR-L'ECOLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	298 764,00	100,00%
Total	298 764,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	104 567,00	35,00%
Fonds propres	194 197,00	65,00%
Total	298 764,00	100,00%

DOSSIER N° EX075366 - Economie circulaire - Eco concept Loop : développement du réemploi et du recyclage de moquettes en Ile-de-France

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	170 000,00 € HT	30,00 %	51 000,00 €
	Montant total de la subvention		51 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DELAVAL

Adresse administrative : 17 RUE DE VISIEN
92400 COURBEVOIE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur BORIS VOELTZEL, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'entreprise DELAVAL basée à Courbevoie, spécialiste de la fourniture et de la pose de revêtements de sols souples, carrelage, peinture et revêtements muraux souhaite développer le projet « Eco Concept Loop » qui consiste à récupérer des chutes de moquettes sur les chantiers du bâtiment, pour les réutiliser dans l'aménagement d'espaces (bureaux, lieux de détente, restaurants d'entreprises...).

Chaque année, DELAVAL pose environ en Île-de-France 450 000 m2 de moquette. Les chutes représentent entre 5 à 10 %, soient 32 000 m2 ou 110 tonnes de déchets, le plus souvent éliminés en installation de stockage.

Afin de lutter contre ce gaspillage, l'entreprise envisage de :

- devenir collecteur pour les chutes de moquettes sur le territoire francilien et d'avoir accès au gisement, et ainsi collecter, d'ici 2030, 1 000 tonnes de déchets en Île-de-France avec un taux de réutilisation à 85 %. Les 15 % restants seront recyclés ou valorisés en énergie dans la mesure du possible ;
- mener des partenariats avec les éco-organismes de la filière REP (responsabilité élargie du producteur) des produits et matériaux de construction et du bâtiment (Valobat Valdelia, Ecomaison) ;
- lancer une expérimentation à grande échelle avec Bouygues Construction sur l'ensemble de leurs chutes de pose afin de les réinjecter dans leurs futures opérations ;
- développer une application web à destination des clients, leur permettant de préparer et de personnaliser leur projet "LOOP", et de connaître leur impact positif (nombre de kg de matière préservée, nombre de kg de CO2 capté, nombre d'heures d'insertion effectuées).

A ce jour, DELAVAL occupe un entrepôt existant de 600 m2.

A terme, l'entreprise souhaite ouvrir 3 autres sites et recruter 14 employés dont certains en insertion dédiés au projet LOOP.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition du matériel permettant la réutilisation des chutes de dalles de moquette : 100 bacs de collecte qui seront à installer sur les chantiers, 3 machines de coupe pour calibrer les lames, 3 linéaires de racks de stockage et des véhicules pour la collecte et la livraison. L'entreprise fera l'acquisition dans la mesure du possible de véhicules propres (2 utilitaires électriques ou hybrides).

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de réduction des déchets des activités économiques et dans l'objectif de la Stratégie Régionale Economie Circulaire de réduction des consommations de ressources.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire et sa mesure IV : 35 % des dépenses éligibles en investissement, ce qui correspond au taux maximum du RI. L'entreprise devrait déposer une demande de subvention à l'ADEME.

Localisation géographique :

- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Matériels	110 000,00	64,71%	Région Île-de-France	51 000,00	30,00%
2 Véhicules utilitaires propres	60 000,00	35,29%	Fonds propres	119 000,00	70,00%
Total	170 000,00	100,00%	Total	170 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX075374 - Biodéchets - déploiement de la collecte des déchets alimentaires sur le territoire du SMITOM LOMBRIC (77)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-204181-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	860 330,00 € HT	25,00 %	215 082,00 €
	Montant total de la subvention		215 082,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMITOM CENTRE OUEST SEINE ET
MARN AIS
Adresse administrative : ZAC DU TERTRE DE CHERISY
77000 VAUX LE PENIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Franck VERNIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 septembre 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le SMITOM-LOMBRIC (Syndicat Mixte Intercommunal de Traitement des Ordures Ménagères - Les Ordures Ménagères Bien Recyclées, Incinérées ou Compostées) est un syndicat de collecte et de traitement des déchets ménagers du Centre-Ouest Seine-et-Marnais. Il traite les déchets ménagers de 63 communes représentant 311 000 habitants.

Ce syndicat a lancé en février 2023, une expérimentation de collecte des déchets alimentaires en points d'apport volontaire (PAV) sur une partie des territoires de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS) et de la Communauté de Communes Brie des Rivières et Châteaux (CCBRC) et souhaite à présent la déployer sur l'ensemble du territoire où il exerce la compétence collecte dès novembre 2023.

Pour ce faire le SMITOM va acquérir :

- 34 000 bio seaux ajourés ;
- 230 abris bacs alimentés à l'énergie solaire avec accès contrôlé par badge et pouvant contenir chacun un bac de 120 litres ;
- 34 000 badges d'accès aux PAV ;
- 400 bacs d'une capacité de 120 litres à fond rond pour faciliter le nettoyage tous les 15 jours.

Les PAV seront situés à une distance de 500 mètres maximum du domicile des usagers. La collecte sera réalisée par le prestataire actuel : 1 fois par semaine et 2 fois par semaine de mi-juin à fin septembre.

Sur la base de 31 435 foyers participants, 3 520 tonnes de déchets alimentaires pourraient être ainsi collectés par an.

Ils seront orientés :

- dans un 1er temps vers des sites de méthanisation ou de préparation pour la méthanisation, comme Equimeth à Moret-Loing-et-Orvanne ou Moulinot à Réau ;
- dans un 2ème temps vers un site retenu après consultation.

Sont également prévus :

- un plan de communication : flyers, affiches ;
- la remise, par les éco animateurs, d'un bio-seau, des premiers sacs kraft, du badge d'accès au PAV et d'un guide ;
- l'instauration d'un comité de pilotage avec les adhérents, les bailleurs, les prestataires de collecte et de traitement, les fournisseurs, la Région et l'ADEME ;
- l'organisation de groupes de travail, de réunions d'information et de visites.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition des bio-seaux, des bacs et abris bacs, ainsi que des badges d'accès.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de généralisation du tri à la source des biodéchets et de valorisation organique de ces déchets.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire et sa mesure IV : 35 % des dépenses éligibles en investissement. L'ADEME a déjà attribué une subvention au taux de 55 %.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Bio seaux	211 230,00	24,55%
Badges	105 300,00	12,24%
Abris bacs	506 000,00	58,81%
Bacs	37 800,00	4,39%
Total	860 330,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	215 082,00	25,00%
ADEME (fonds vert)	473 181,50	55,00%
Fonds propres	172 066,50	20,00%
Total	860 330,00	100,00%

DOSSIER N° EX075376 - Biodéchets - création d'une activité de collecte et de compostage à Poincy (77)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	149 250,00 € HT	35,00 %	52 237,00 €
Montant total de la subvention			52 237,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GAS COMPOST ENERGIE

Adresse administrative : 18 RUE TRONCHON
77100 MEAUX

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame ASTRID GREUZAT, Présidente directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : nécessité de respecter l'échéance réglementaire du 1er janvier 2024 du déploiement du tri à la source des biodéchets (article L. 541-21-1 du code de l'environnement).

Description :

L'entreprise Gas Compost Energie, sous sa marque ValorTri, a été créée en octobre 2022.

ValorTri dont l'activité est la collecte des déchets alimentaires, le compostage des biodéchets, la sensibilisation et la formation, travaille actuellement avec le SMITOM Nord Seine-et-Marne (syndicat de traitement des déchets ménagers) pour l'installation et le suivi de vingt composteurs partagés.

Elle souhaite à présent :

- lancer dès septembre 2023, une expérimentation de collecte des déchets alimentaires en vélo-cargo (restaurants, restauration collective publique et privée, marchés) au sein de l'agglomération de Meaux ;
- créer une activité de compostage de biodéchets sur la commune de Poincy (limitrophe de Meaux) dans la zone industrielle Nord Meaux Poincy.

Le site de compostage, sur lequel des visites pédagogiques pourront être organisées par les collectivités, aura une capacité de 20 tonnes par an :

- 10 tonnes de déchets verts seront déposés par les paysagistes locaux ;
- 10 tonnes de déchets alimentaires seront collectés par ValorTri.

La production de compost normé attendue est de 13 tonnes par an. Le compost sera vendu aux collectivités, agriculteurs et maraîchers locaux.

Chaque conteneur de biodéchets sera pesé, et une traçabilité complète sera assurée, du producteur de biodéchets à l'utilisation du compost.

Il est également prévu de :

- déployer d'ici 2025, une activité de massification et de transfert de déchets alimentaires vers un site de compostage plus important, d'une capacité maximale de 2 000 tonnes par an ;
- mettre en place un comité de pilotage avec les partenaires techniques et financiers.

D'ici 4 à 5 ans, 8 personnes éloignées de l'emploi pourraient être recrutées (notamment en partenariat avec l'association melloise ARILE, association Régionale pour l'Insertion le Logement et l'Emploi).

La Région apporte son soutien financier aux investissements en matériels nécessaires pour réaliser les opérations de collecte, tri (sous abri) et préparation des biodéchets, pour le compostage, et pour les futures opérations de massification.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de généralisation du tri à la source des biodéchets et de valorisation organique des biodéchets collectés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire et sa mesure IV : 35 % des dépenses éligibles en investissement. L'entreprise a également prévu de déposer une demande de subvention auprès de l'ADEME.

Localisation géographique :

- POINCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Vélo cargo	7 000,00	4,69%
Broyeur déchets verts	15 000,00	10,05%
Bacs de collecte	18 000,00	12,06%
Véhicule de collecte GNV	65 000,00	43,55%
Petits matériels	2 750,00	1,84%
Matériels de manutention et de lavage des bacs	19 500,00	13,07%
Abri	7 000,00	4,69%
Bungalow	15 000,00	10,05%
Total	149 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	52 237,00	35,00%
ADEME (prévisionnel)	29 850,00	20,00%
Fonds propres	67 163,00	45,00%
Total	149 250,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX074963 - Biodéchets - Opération de renforcement du compostage de proximité pour le SICTOM de la Région de Rambouillet (78)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-204181-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	157 152,00 € TTC	35,00 %	55 003,00 €
	Montant total de la subvention		55 003,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SICTOM DE LA REGION DE RAMBOUILLET

Adresse administrative : 9 RUE AMPERE
78120 RAMBOUILLET

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique

Représentant : Monsieur BENOIT PETITPREZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 septembre 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le syndicat intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères (SICTOM) de la région de Rambouillet est un syndicat de collecte et traitement des déchets ménagers, réunissant 40 communes au sein de 4 communautés de communes et communauté d'agglomération, représentant près de 89 000 habitants du sud des Yvelines.

Afin de renforcer le tri à la source des biodéchets et assurer leur gestion de proximité, une étude a été lancée.

En complément, afin d'inciter les administrés à valoriser leurs déchets de cuisines et leurs déchets végétaux pour réduire la part des biodéchets dans les ordures ménagères et fabriquer du compost naturel pour alimenter les sols, 3 274 composteurs individuels en plastique de 400 litres, seront distribués gratuitement sur demande.

Les animateurs du SICTOM accompagneront cette distribution.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition de 3 274 composteurs individuels.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de généralisation du tri à la source des biodéchets grâce au déploiement de la pratique du compostage de proximité sur le territoire francilien.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire et de la mesure I : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- RAMBOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de composteurs individuels	157 152,00	100,00%
Total	157 152,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	55 003,00	35,00%
Fonds propres	102 149,00	65,00%
Total	157 152,00	100,00%

DOSSIER N° EX073067 - Biodéchets - Opération de renforcement du compostage de proximité entre Juine et Renarde (91)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041511-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	329 200,00 € HT	35,00 %	115 220,00 €
Montant total de la subvention			115 220,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE COMMUNES ENTRE JUINE ET RENARDE
Adresse administrative : 2 RUE DES HETRES POURPRES
91580 ETRECHY
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Jean-Marc FOUCHER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 1 juillet 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'être en conformité avec la réglementation de généralisation du tri à la source et de valorisation des biodéchets au 1er janvier 2024, le marché sera notifié au début du mois de juin 2023.

Description :

La Communauté de communes entre Juine et Renarde exerce aujourd'hui la compétence collecte pour 9 des 16 communes de son territoire. A partir de 2024, la communauté de communes sera compétente pour 6 nouvelles communes actuellement collectées par le SIREDOM. L'objectif est de couvrir l'ensemble des 15 communes avec un marché de compostage.

La Communauté de Communes entre Juine et Renarde a effectué une étude sur la faisabilité sur la mise en place de la tarification incitative et du tri à la source des biodéchets pour son territoire. Les conclusions de cette étude conduisent à la mise en place du compostage individuel renforcé, couplé à une collecte porte à porte des gros producteurs. L'habitat individuel représente 83% sur l'ensemble du territoire de la Communauté de communes.

Afin d'atteindre un taux d'équipement de 50% de la population, elle prévoit de distribuer environ 1 000 composteurs par an pendant 4 ans. Une session de formation au compostage sera dispensée aux ménages.

Enfin, la collectivité prévoit le recrutement d'un maitre composteur pour la mise en place, l'accompagnement et le suivi du projet. Ce recrutement est soutenu financièrement par l'ADEME sur 3 ans.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition de 4 000 composteurs en bois de 400L (individuels), 60 composteurs en bois 600 L (copropriétés) et de bio sceaux.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de déploiement de la pratique du compostage de proximité sur le territoire francilien.

Détail du calcul de la subvention :

- Au titre du dispositif IV- Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- CC ENTRE JUINE ET RENARDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Composteurs 400L	312 000,00	94,78%
Biosceaux	12 100,00	3,68%
Composteurs 600L	5 100,00	1,55%
Total	329 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	115 220,00	35,00%
Fonds propres	213 980,00	65,00%
Total	329 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX075362 - Biodéchets - Déploiement de la collecte des déchets alimentaires / Phase 1 sur le territoire de Vallée Sud Grand Paris (92)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041511-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	1 769 270,00 € HT	14,13 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALLEE SUD GRAND PARIS

Adresse administrative : 28 RUE DE LA REDOUTE
92260 FONTENAY AUX ROSES

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

Représentant : Monsieur JEAN DIDIER BERGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : nécessité de respecter l'échéance réglementaire du 1er janvier 2024 du déploiement du tri à la source des biodéchets (article L. 541-21-1 du code de l'environnement).

Description :

L'établissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris (VSGP) exerce la compétence collecte des déchets ménagers et assimilés (DMA) pour 11 communes représentant 401 755 habitants. La compétence traitement a été transférée au SYCTOM (syndicat de traitement de l'agglomération parisienne) pour une partie du territoire, et au SIMACUR (Syndicat Intercommunal de Massy Antony pour le Chauffage Urbain) pour l'autre partie.

En 2021 et 2022 Vallée Sud – Grand Paris a lancé une expérimentation de collecte séparée des déchets alimentaires auprès de 1 300 foyers en substituant notamment une collecte d'ordure ménagère par une collecte de déchets alimentaires.

Ce syndicat intercommunal souhaite à présent déployer la collecte des déchets alimentaires en porte à porte, conformément au schéma de collecte précédemment défini, sur l'ensemble de son territoire en 3 phases successives :

- Phase 1 : quartiers pavillonnaires en collecte en porte à porte ;
- Phase 2 : quartiers d'habitats collectifs en collecte en porte à porte ;
- Phase 3 : quartiers d'habitats collectifs en collecte en points d'apport volontaire.

La phase 1, objet de la présente demande, consiste à équiper environ 32 000 logements pavillonnaires. Les habitants pourront également, s'ils le souhaitent, poursuivre le compostage de proximité individuel ou partagé.

Un prestataire assurera la sensibilisation et la formation des habitants tout en distribuant le matériel : bio-seau, rouleau de sacs biodégradables et bac de collecte.

Seront mis en place :

- un comité de pilotage et de suivi avec notamment les communes du territoire ;
- des groupes de travail, avec les partenaires techniques et financiers.

Les déchets alimentaires actuellement collectés sont valorisés en méthanisation ou en lombricompostage. Les 2 syndicats de traitement, le SYCTOM et le SIMACUR travaillent au déploiement de filières de valorisation pour ce type de déchets.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition de 32 150 bacs de collecte de 120 litres et de 32 150 bio-seaux.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de valorisation matière des déchets ménagers et assimilés.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire et sa mesure IV : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- VALLEE SUD GRAND PARIS (EPT2)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture des bacs de collecte et des bioseaux	1 769 270,00	100,00%
Total	1 769 270,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	250 000,00	14,13%
ADEME (fonds vert)	985 313,00	55,69%
SYCTOM	180 103,00	10,18%
Fonds propres	353 854,00	20,00%
Total	1 769 270,00	100,00%

DOSSIER N° EX075536 - Zéro plastique - Expérimentation de la suppression du plastique à usage unique dans la restauration dans 2 écoles de Gentilly et Vitry-sur-Seine (94)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-204181-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	37 635,06 € TTC	35,00 %	13 172,00 €
	Montant total de la subvention		13 172,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIDORESTO SI DE LA COOPERATION
DANS LE DOMAINE DE LA
RESTAURATION

Adresse administrative : 24 RUE GRETILLAT
94400 VITRY SUR SEINE

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique

Représentant : Madame BERNADETTE EBODE ONDOBO, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 septembre 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le SIDORESTO, syndicat intercommunal à vocation unique de coopération dans le domaine de la restauration, situé dans le département du Val-de-Marne, souhaite s'engager dans une démarche de réduction des déchets.

A l'heure actuelle, ce syndicat ;

- utilise des barquettes en polypropylène, matériau mis en cause du fait de la présence de perturbateurs endocriniens ;
- dépense chaque année près de 150 000 € pour leur achat, alors que plus de 3 200 barquettes sont utilisées et jetées chaque jour (dans une journée de production normale hors vacances scolaires).

Le projet consiste à :

- expérimenter durant un an l'utilisation de contenants en inox pour assurer la restauration dans 2 écoles élémentaires de Gentilly et Vitry-sur-Seine (94) ;
- déployer cette solution dans l'ensemble des offices (élémentaires et maternelles) de ce territoire d'ici le 31 décembre 2024.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la suppression de l'utilisation, d'ici le 1er janvier 2025, de contenants alimentaires de cuisson, de réchauffe ou de service en matière plastique pour les services de restauration collective d'établissements scolaires et universitaires, ainsi que des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

La transition vers l'usage des contenants réemployables pour le service de restauration scolaire nécessite :

- une restructuration de la cuisine centrale et des modalités de travail ;
- des formations en interne des acteurs de la chaîne du réemploi pour expliquer les différentes étapes et les modalités de comptage des contenants ;
- le recrutement de personnel : création de 2 postes pour la période de test pour un total de 4 postes après la création d'une laverie.

Le nombre d'emballages à usage unique évités va être suivi.

Le potentiel de réduction de ces emballages à usage unique est estimé à 32 tonnes par an.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à l'acquisition de bacs et couvercles en INOX ainsi que de bacs de transports pour les contenants.

Ce projet contribue à l'atteinte des objectifs régionaux :

- PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets) : réduction de 10 % du gisement de déchets ménagers et assimilés à l'horizon 2025 par rapport à 2010 ;
- SREC (Stratégie régionale économique circulaire) : mettre le cap sur le Zéro plastique d'ici 2030.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif I : agir pour le « zéro déchet » et lutter contre les gaspillages : 35 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- GENTILLY
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Bacs et couvercles INOX	32 250,90	85,69%
Bacs de transport propres/sales	5 384,16	14,31%
Total	37 635,06	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	13 172,00	35,00%
Fonds propres	24 463,06	65,00%
Total	37 635,06	100,00%

DOSSIER N° EX072911 - Rénovation de la déchèterie de Montereau-Fault-Yonne (77)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-204181-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	4 169 645,00 € HT	7,19 %	300 000,00 €
Montant total de la subvention			300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIRMOTOM SYNDICAT REGION
MONTEREAU FAULT YONNE TRAITEMENT
DES ORDURES MENAGERES

Adresse administrative : 22 RUE DE LA GRANDE HAIE
77130 MONTEREAU-FAULT-YONNE

Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal

Représentant : Monsieur YVES JEGO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le SIRMOTOM (Syndicat de la Région de Montereau-Fault-Yonne pour le Traitement des Ordures Ménagères) localisé dans le sud de la Seine-et-Marne a pour compétence la collecte des déchets ménagers et assimilés (DMA) pour 39 communes représentant 55 492 habitants. Le traitement de ces DMA est délégué au SYTRADEM (syndicat mixte de traitement des déchets ménagers).

Le SIRMOTOM gère 2 déchèteries : la déchèterie de Montereau et la déchèterie de Voulx. Les professionnels du territoire bénéficient des services de ces deux déchèteries. Depuis 2019, le nombre de passages et les tonnages collectés sont en forte augmentation.

Celle de Montereau est vétuste et ne peut plus accueillir les usagers en période de pointe.

C'est pourquoi le SIRMOTOM a acheté une parcelle connexe à la déchèterie actuelle.

La solution retenue consiste à démolir l'actuelle déchèterie ainsi que les bâtiments existants de la parcelle attenante afin de créer une déchèterie à plat.

Celle-ci sera constituée :

- d'une plateforme en hauteur (hors crue) qui comportera un bâtiment avec les locaux administratifs et ceux nécessaires pour la collecte des déchets dangereux, des déchets spécifiques (capsules de café, néons...), et des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), et pour le réemploi ;

- 2 plateformes basses qui comprendront des compacteurs sur châssis (pour la mise hors d'eau) pour les déchets d'encombrants, le carton, le bois, des points d'apport volontaire et bornes de collecte, ainsi que des bennes de 30m3 et des alvéoles de stockage pour différents flux de déchets (déchets verts, gravats, plâtre...).

Tous les flux de déchets seront acceptés, excepté ceux contenant de l'amiante.

Compte tenu de sa localisation en zone inondable et de la quantité de déchets dangereux susceptible d'être présents (supérieure à 7 tonnes), elle fera l'objet :

- d'un protocole en cas de crue ou d'inondation ;
- d'une demande d'autorisation auprès des services de l'Etat au titre de la réglementation des ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement).

La Région apporte son soutien financier aux travaux réalisés et à l'acquisition de matériels.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de développer, moderniser et renforcer le parc des déchèteries publiques, équipements indispensables pour la prévention et la valorisation des déchets, et s'inscrit également dans les objectifs de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de doubler l'offre de réemploi et de faire des déchets des ressources.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire et sa mesure IV : 35 % des dépenses éligibles en investissement, ce qui correspond au montant maximum de la subvention.

Localisation géographique :

- MONTEREAU-FAULT-YONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	3 574 155,00	85,72%
Matériels	595 490,00	14,28%
Total	4 169 645,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	300 000,00	7,19%
Fonds propres	3 869 645,00	92,81%
Total	4 169 645,00	100,00%

Annexe n°2 Fiches projets Fonds propreté

DOSSIER N° EX075379 - Fonds propreté : Lutte contre les dépôts sauvages – Commune de Dammartin-sur-Tigeaux (77)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016

Imputation budgétaire : 907-7222-2041411-172003-1700

Action : 17200301- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	33 305,20 € HT	80,00 %	26 644,00 €
Montant total de la subvention			26 644,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DAMMARTIN-SUR-TIGEAUX
Adresse administrative : GRANDE RUE
77163 DAMMARTIN-SUR-TIGEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Angélique MERCIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Fonds propreté : Lutte contre les dépôts sauvages – Commune de Dammartin-sur-Tigeaux (77)

Dates prévisionnelles : 22 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Dammartin-sur-Tigeaux (1 100 habitants) est située sur le territoire de COVALTRI 77 (COLlecte VALorisation TRI) qui est un syndicat mixte de collecte des déchets ménagers et assimilés (DMA). COVALTRI 77 a transféré la compétence traitement des DMA au SMITOM NORD 77 (syndicat mixte intercommunal de traitement des ordures ménagères).

La commune, porte d'entrée du futur Parc Naturel Régional de la Brie et des 2 Morins, est confrontée à des problèmes de dépôts sauvages.

Elle s'est dotée de l'application ACDÉCHETS (développée par la Région) pour que les habitants et les agents puissent les signaler et les gérer plus facilement et souhaite, à présent, installer des caméras de vidéosurveillance sur 5 sites recensés.


La Région apporte son soutien financier à l'acquisition et à l'installation du système de vidéosurveillance qui correspond à l'achat et à l'installation de 6 caméras qui seront disposées au niveau des 5 sites identifiés.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutte contre les mauvaises pratiques.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif fonds propreté : 80 % des dépenses éligibles en investissement, ce qui correspond au taux maximum du RI.

Localisation géographique :

 DAMMARTIN-SUR-TIGEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Système de vidéosurveillance	33 305,20	100,00%
Total	33 305,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	26 644,00	80,00%
Fonds propres	6 661,20	20,00%
Total	33 305,20	100,00%

DOSSIER N° EX075516 - Fonds propreté : Lutte contre les dépôts sauvages – Commune de Bezons (95)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016

Imputation budgétaire : 907-7222-2041411-172003-1700

Action : 17200301- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	45 547,34 € HT	60,00 %	27 328,00 €
Montant total de la subvention			27 328,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BEZONS

Adresse administrative : 6 AV GABRIEL PERI
95870 BEZONS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Nessrine MENHAOUARA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Fonds propreté : Lutte contre les dépôts sauvages – Commune de Bezons (95)

Dates prévisionnelles : 22 septembre 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Bezons, commune de 31 866 habitants, située dans le Département du Val d'Oise, est membre de la communauté d'agglomération Saint Germain Boucle de Seine.

La commune, confrontée à des problèmes de dépôts sauvages diffus sur son territoire, met en œuvre plusieurs actions préventives afin de lutter contre les dépôts sauvages en collaboration notamment avec :

- le syndicat AZUR (EPCI exerçant la compétence collecte et traitement des déchets sur le territoire) en déployant une application de signalement des dépôts sauvages ;
- les bailleurs sociaux en les associant aux opérations de nettoyage ;
- les syndicats des copropriétés en informant les gardiens des dérivés sur les bornes d'apport volontaire ;
- la police municipale via la brigade verte pour verbaliser les contrevenants ;

La régie propreté, composée de 8 agents a pour mission de collecter ces dépôts. Afin de lui permettre de pouvoir l'exercer plus facilement, la commune souhaite acquérir 2 petits porteurs électriques.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition de 2 véhicules propres dédiés à la collecte des dépôts sauvages et contraires au règlement de collecte sur le territoire de la commune.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de

lutter contre les pratiques illicites et les dépôts sauvages de déchets.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif du Fonds propre : 80 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

■ BEZONS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de 2 véhicules propres	45 547,34	100,00%
Total	45 547,34	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	27 328,00	60,00%
Fonds propres	18 219,34	40,00%
Total	45 547,34	100,00%

DOSSIER N° EX075528 - Fonds propreté : Lutte contre les dépôts sauvages – Communauté de Communes Vexin Val de Seine (95)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016

Imputation budgétaire : 907-7222-2041411-172003-1700

Action : 17200301- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	24 034,60 € HT	80,00 %	19 228,00 €
Montant total de la subvention			19 228,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CCVVS COMMUNAUTE DE COMMUNES
VEXIN VAL DE SEINE

Adresse administrative : 12 RUE DES FRERES MONTGOLFIER
95420 MAGNY EN VEXIN

Statut Juridique : Communauté de Communes

Représentant : Monsieur JEAN FRANCOIS RENARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Fonds propreté : Lutte contre les dépôts sauvages – Communauté de Communes Vexin Val de Seine (95)

Dates prévisionnelles : 22 septembre 2023 - 1 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La communauté de communes Vexin Val de Seine, située dans le département du Val d'Oise, regroupe 26 communes qui représentent une population totale d'environ 17 000 habitants. Elle exerce la compétence nettoiement pour le compte de ses communes adhérentes.

La communauté de communes est confrontée à des problèmes récurrents de dépôts sauvages sur son territoire.

Son action de lutte contre les dépôts sauvages porte sur trois axes :

- évacuation rapide des dépôts sauvages ;
- pose de barrières et d'enrochements pour limiter l'accès aux voies concernées par ces dépôts ;
- judiciarisation des auteurs d'infractions identifiés grâce aux pièges photographiques déjà installés.

La pose de barrières a permis l'élimination totale des dépôts sur les chemins concernés.

Les pièges photographiques ont déjà permis d'identifier les protagonistes de dépôts.

Les panneaux indicatifs de zone sous surveillance fonctionnent puisque quasiment plus de dépôts sur ces lieux ne sont à déplorer.

En 2022, 62 dépôts sauvages ont été recensés sur des zones non encore équipées ; soit plus d'un par semaine pour un coût d'environ 35 000 € par an. La typologie de dépôt sont des gravats, des pneus et du tout-venant.

Fort de ce constat, la communauté de communes souhaite développer ces dispositifs.

Un suivi annuel sur le nombre de dépôts, leur impact financier et le tonnage sera effectué.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition et l'installation de barrières et d'enrochements, de pièges photographiques et de panneaux signalétiques.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutter contre les pratiques illicites et les dépôts sauvages de déchets.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif du Fonds propre : 80 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

 CC VEXIN VAL DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et installation de barrières et d'enrochements	22 807,00	94,89%
Pièges photographiques	916,60	3,81%
Panneaux signalétiques	311,00	1,29%
Total	24 034,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	19 228,00	80,00%
Fonds propres	4 806,60	20,00%
Total	24 034,60	100,00%

DOSSIER N° EX075532 - Fonds propreté : Lutte contre les dépôts sauvages – Commune de Plessis-Gassot (95)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016

Imputation budgétaire : 907-7222-2041411-172003-1700

Action : 17200301- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	16 200,00 € HT	24,44 %	3 960,00 €
Montant total de la subvention			3 960,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PLESSIS-GASSOT
Adresse administrative : SENTIER DE LA FERME DU CHATEAU
95720 LE PLESSIS-GASSOT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier GUEVEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Fonds propreté : Lutte contre les dépôts sauvages – Commune de Plessis-Gassot (95)

Dates prévisionnelles : 22 septembre 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le Plessis-Gassot, commune de 71 habitants, située dans le Département du Val d'Oise, est membre de la communauté d'agglomération Roissy Pays de France.

Elle rencontre des problèmes de dépôts sauvages de déchets sur certains chemins communaux. Ceux-ci, majoritairement composés de déchets de travaux, sont essentiellement réalisés par des professionnels à l'aide de leur véhicule utilitaire.

La commune a identifié un point noir et souhaite expérimenter l'utilisation de caméras de vidéosurveillance utilisant l'intelligence artificielle pour pouvoir identifier les contrevenants et entamer des procédures à leur encontre.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition et l'installation de caméras nomades de vidéosurveillance.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutte contre les pratiques illicites et les dépôts sauvages de déchets.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif du Fonds propre : 80 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

 LE PLESSIS-GASSOT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et installation de caméras nomades	16 200,00	100,00%
Total	16 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	3 960,00	24,44%
Département du Val d'Oise	4 500,00	27,78%
Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)	4 500,00	27,78%
Fonds propres	3 240,00	20,00%
Total	16 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX075635 - Fonds propreté : Lutte contre les dépôts sauvages – Commune de Triel-sur-Seine (78)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016

Imputation budgétaire : 907-7222-2041411-172003-1700

Action : 17200301- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	108 893,00 € TTC	80,00 %	87 114,00 €
Montant total de la subvention			87 114,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TRIEL-SUR-SEINE

Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
78510 TRIEL SUR SEINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Cédric AOUN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Fonds propreté : Lutte contre les dépôts sauvages – commune de Triel-sur-Seine (78)

Dates prévisionnelles : 22 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Triel-sur-Seine, commune de 12 360 habitants située dans le Département des Yvelines, est membre de la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise.


Pour lutter contre les problèmes de dépôts sauvages de déchets diffus sur son territoire, elle souhaite faire l'acquisition de véhicules dédiés à leur collecte ainsi que de caméras de vidéo verbalisation mobiles pour identifier les responsables et pouvoir entamer des procédures à leur encontre. Un logiciel de gestion des demandes d'intervention sera utilisé par le futur service nettoyage.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition et l'installation de caméras nomades de vidéo verbalisation ainsi que de véhicules de collecte dédiés aux dépôts sauvages.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutte contre les pratiques illicites et les dépôts sauvages de déchets.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif du Fonds propreté : 80 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique : TRIEL-SUR-SEINE**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un camion polybenne	65 700,00	60,33%
Achat de véhicules utilitaires propres	7 000,00	6,43%
Achat et installation de caméras de vidéosurveillance	36 193,00	33,24%
Total	108 893,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	87 114,00	80,00%
Fonds propres	21 779,00	20,00%
Total	108 893,00	100,00%

DOSSIER N° 23006759 - Fonds propreté : Opération exceptionnelle de nettoyage d'un dépôt sauvage d'importance régionale sur la commune d'Annet-sur-Marne (77)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016

Imputation budgétaire : 907-7222-20421-172003-1700

Action : 17200301- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	15 000,00 € HT	60,00 %	9 000,00 €
Montant total de la subvention			9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAFER ILE-DE-FRANCE - SOCIETE
D'AMENAGEMENT FONCIER ET
D'ETABLISSEMENT RURAL

Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur PIERRE MARCILLE, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Fonds propreté : Opération exceptionnelle de nettoyage d'un dépôt sauvage d'importance régionale sur la commune d'Annet-sur-Marne (77)

Dates prévisionnelles : 22 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Annet-sur-Marne fait partie de la communauté de communes Plaines et Monts de France qui exerce la compétence collecte des déchets ménagers. La compétence traitement étant assurée par le syndicat mixte intercommunal de traitement des déchets du Nord Seine-et-Marne (SMITOM Nord 77).

Un dépôt sauvage important s'est constitué sur cette commune, et plus précisément au sein de l'ancien camping de 7 hectares situé entre la Marne et la route départementale D404, en face de l'Île-de-Loisirs de Jablines.

Après l'enlèvement des déchets et afin de sécuriser le site, la SAFER prévoit d'installer :

- des blocs de béton et de créer une tranchée anti-intrusion pour condamner l'entrée ;
(les terres seront ensuite stockées tout en formant un merlon derrière la tranchée) ;
- des caméras aux abords du site ;
- des panneaux d'information.

Un comité de pilotage, composé d'acteurs du territoire et des partenaires (Etablissement Public Foncier

d'Île-de-France ou EPFIF, Île-de-France Nature, Agence Régionale de la Biodiversité, Région Île-de-France, département de Seine-et-Marne, Communauté de commune Plaines et Monts de France, Agence de l'eau Seine Normandie, services de l'Etat), sera créé.

La Région apporte son soutien financier aux investissements permettant de sécuriser le site et empêcher de nouveaux dépôts : blocs béton anti-intrusion, création d'une tranchée et d'un merlon anti-intrusion, caméra de surveillance.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutte contre les mauvaises pratiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif fonds propreté : 80 % des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

■ ANNET-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagements anti-intrusion	11 000,00	73,33%
Installation d'une caméra de vidéo-surveillance	4 000,00	26,67%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	9 000,00	60,00%
Fonds propres	6 000,00	40,00%
Total	15 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX075390 - Fonds propreté : Opération exceptionnelle de nettoyage des dépôts sauvages sur la commune d'Annet-sur-Marne (77)

Dispositif : Fonds propreté (fonctionnement) (n° 00001130)

Délibération Cadre : CP2018-111 du 16/03/2018

Imputation budgétaire : 937-7222-65742-172003-1700

Action : 17200302- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds propreté (fonctionnement)	225 060,00 € HT	44,43 %	100 000,00 €
Montant total de la subvention			100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAFER ILE-DE-FRANCE - SOCIETE
D'AMENAGEMENT FONCIER ET
D'ETABLISSEMENT RURAL

Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur PIERRE MISSIOUX, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Fonds propreté : Opération exceptionnelle de nettoyage des dépôts sauvages sur la commune d'Annet-sur-Marne (77)

Dates prévisionnelles : 22 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Annet-sur-Marne fait partie de la communauté de communes Plaines et Monts de France qui exerce la compétence collecte des déchets ménagers. La compétence traitement étant assurée par le syndicat mixte intercommunal de traitement des déchets du Nord Seine-et-Marne (SMITOM Nord 77).

Un dépôt sauvage important s'est constitué sur cette commune, et plus précisément au sein de l'ancien camping, fermé en 2018, de 7 hectares situé entre la Marne et la route départementale D404, en face de l'Île-de-Loisirs de Jablines.

Cet ancien camping comporte 7 bâtiments, plusieurs cabanons et une soixantaine d'emplacements de caravanes. La maison d'accueil, les cabanons et l'aire de jeux ont été saccagés, et le site est aujourd'hui parsemé de 800 tonnes de déchets ménagers, gravats, piles de pneus, carcasses de voitures, appareils électriques impactant la biodiversité du site et le cadre de vie des habitants.

Le site présente un fort intérêt écologique, c'est la raison pour laquelle la commune et la SAFER (société d'aménagement foncier et d'établissement rural) souhaitent le désartificialiser et le renaturer.

Les déchets collectés seront triés et traités dans les centres adéquats, avec la mise en place d'un suivi et d'une traçabilité complète.

Après l'enlèvement des déchets et afin de sécuriser le site, la SAFER prévoit d'installer des blocs de béton anti-intrusion, et de créer une tranchée anti-intrusion pour condamner l'entrée, les terres seront ensuite stockées tout en formant un merlon derrière la tranchée. Des caméras seront également installées aux abords du site ainsi que des panneaux d'information.

Un comité de pilotage, composé d'acteurs du territoire et des partenaires (Etablissement Public Foncier d'Île-de-France ou EPFIF, Île-de-France Nature, Agence Régionale de la Biodiversité, Région Île-de-France, département de Seine-et-Marne, Communauté de commune Plaines et Monts de France, Agence de l'eau Seine Normandie, services de l'Etat), sera créé.

La Région apporte son soutien financier au nettoyage du site, c'est-à-dire à l'enlèvement et au traitement des déchets.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutter contre les mauvaises pratiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif fonds propreté : 50 % des dépenses éligibles en fonctionnement.

Localisation géographique :

■ ANNET-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Nettoyage et élimination des déchets	225 060,00	100,00%
Total	225 060,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	100 000,00	44,43%
Fonds propres	125 060,00	55,57%
Total	225 060,00	100,00%

Annexe n°3 Avenant de transfert

CONVENTION n° EX062880

AVENANT n°1 de TRANSFERT à ETERNITY SYSTEMS

Consigne pour réemploi – Création d'un centre de lavage sud parisien pour des contenants réutilisables à Lisses (91)

La **Région Île-de-France**, sise à Saint-Ouen (93400) - 2, rue Simone Veil, représentée par la présidente du conseil régional, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2023-298 du 21 septembre 2023,

ci-après dénommée « *la Région* »
d'une part,

ORCA SERVICES, société par actions simplifiées, sise à Perpignan (66000) – Avenue de Bruxelles, Siret n° 808684203 - 00017, représentée par Monsieur Gildas BOUILLY, directeur, ci-après dénommée « *ORCA SERVICES* »

d'autre part,

ETERNITY SYSTEMS, société par actions simplifiées, sise à Perpignan (66000) – Avenue de Bruxelles, Siret n° 398354217 - 00018, représentée par Monsieur Gildas BOUILLY, directeur, ci-après dénommée « *ETERNITY SYSTEMS* »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 2022-159 du 20 mai 2022, la Région a décidé de participer au financement du projet « *Consigne pour réemploi – Création d'un centre de lavage sud parisien pour des contenants réutilisables à Lisses (91)* », avec un montant de subvention de 250 000 €, ce qui a donné lieu à la signature de la convention correspondante n° EX062880 entre la Région et Orca Services.

L'attribution par la Région de cette subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CR 105-11 du 17 novembre 2011, relatif au dispositif « Soutien régional à la gestion des déchets », ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022.

La subvention régionale a été attribuée à Orca Services mais la société souhaite transférer l'intégralité de la subvention à Eternity Systems, société qui aura la charge de gérer le projet visé par cette convention. Orca Services a demandé à la Région le transfert de l'intégralité de la subvention attribuée.

Considérant la reprise du projet par Eternity Systems, la commission permanente de la Région d'Ile-de-France a, par délibération n° CP 2023-298 du 21 septembre 2023, décidé de lui transférer la convention initiale.

C'est l'objet du présent avenant.

Sont convenues de ce qui suit :

Article 1

Le présent avenant a pour objet de transférer de l'intégralité de la subvention attribuée par délibération n° CP 2022-159 du 20 mai 2022 à Orca Services au profit de Eternity Systems.

Eternity Systems s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations d'Orca Services à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention N° EX062880.

Article 2

Dans tous les articles de la convention n° EX062880, le terme « bénéficiaire » désigne Eternity Systems.

Article 3 :

Les versements sont à effectuer à : **EN ATTENTE DU RIB**

Nom de l'organisme :

Adresse de l'organisme :

N° de compte à créditer :

Nom de la Banque :

Code Banque :

N° de compte et Clé :

Article 4 :

Les dispositions de la convention n° EX062880 non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Article 5 :

Le présent avenant prend effet à compter de sa date d'approbation par la commission permanente, soit le 21 septembre 2023.

Article 6 :

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, la fiche-projet modifiée approuvée par délibération n° CP 2023-298 du 21 septembre 2023 ainsi que le présent avenant de transfert.

Fait à Saint-Ouen en 3 exemplaires originaux

<p>Le</p> <p>Pour la Région Île-de-France,</p> <p><i>La présidente du conseil régional</i> Valérie PÉCRESSE</p> <p>P/ la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France et par délégation</p>	<p>Le</p> <p>Pour Orca Services,</p> <p><i>Le Directeur</i> Gildas BOUILLY</p> <p><i>Signature revêtue du cachet de l'organisme</i></p>	<p>Le</p> <p>Pour Eternity Systems,</p> <p><i>Le Directeur</i> Gildas BOUILLY</p> <p><i>Signature revêtue du cachet de l'organisme</i></p>
--	---	--

**DOSSIER N° EX062880 - Consigne pour réemploi – Création d'un centre de lavage sud parisien pour des contenants réutilisables à Lisses (91)
CHANGEMENT DE BÉNÉFICIAIRE**

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-20421-172002-1700

Action : 17200201- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	1 611 600,00 € HT	15,51 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ORCA SERVICES ETERNITY SYSTEMS

Adresse administrative : AVENUE DE BRUXELLES
66000 PERPIGNAN

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur GILDAS BOUILLY, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 février 2022 - 14 février 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au regard des échéances réglementaires, nécessité de lancer les travaux dès que possible.

Description :

La loi AGECE prévoit la fin de la mise sur le marché des emballages en plastique à usage unique d'ici 2040. Afin de répondre aux nouvelles obligations réglementaires notamment l'interdiction de la vaisselle jetable et la réduction des emballages plastiques à usage unique dans certains secteurs en 2023, Orca Services développe un nouveau service de lavage industriel à destination de la restauration collective et commerciale, de l'événementiel et de la distribution. Cette offre s'appuie sur le savoir-faire de l'entreprise déployé depuis 25 ans dans les solutions industrielles et logistiques pour la réutilisation de contenants et emballages consignés à destination des professionnels de l'industrie agroalimentaire.

Ce nouveau service nécessite la création d'un centre de lavage en juin 2022 à Lisses (91).

Cette localisation assure un positionnement complémentaire aux centres de lavage existants. En effet, le territoire sud francilien est éloigné des principaux centres de lavage actuels. Le site offre donc une solution aux acteurs qui étaient jusqu'alors à plus de 50 km d'un centre de lavage de grande capacité. Elle permet de diminuer l'empreinte environnementale du transport et se trouve à proximité avec les bassins logistiques du Sud francilien, notamment Sénart Centre Essonne et Seine Amont Nord Essonne. Le centre de lavage sera ouvert aux acteurs de la consigne pour réemploi d'Île-de-France qui sont à la recherche de solutions de lavage de proximité.

Ce centre est dimensionné pour pouvoir traiter jusqu'à 30 millions de contenants par an. Sa superficie sera de 1000 m² : il est composé pour moitié d'une zone de lavage (zone propre, zones amont et aval) et pour moitié d'une zone de stockage. Il comprend un banc de test pour le lavage des emballages, à profit des producteurs, afin de travailler dès la phase de conception avec les fabricants d'emballages réemployables en verre, inox ou plastique pour améliorer le cycle de vie des emballages qui seront utilisés dans les boucles de réemploi.

Cette nouvelle activité permettra la création de 41 postes à l'horizon 2027, dont 12 dès 2022 à l'ouverture du site et l'évitement de 6630 tonnes de déchets à l'issue de 5 ans d'activités, ainsi que des gains en eau et énergie.

Le financement de la Région Île-de-France porte sur :

- la réalisation des travaux et l'aménagement des zones de lavage et de stockage ;
- la conception, l'acquisition, l'installation des machines de lavage et de traitement de l'eau ;
- l'acquisition de matériel de stockage.

Ce projet s'inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire et à la proposition de la COP Île-de-France d'éliminer les emballages plastiques à usage unique en 2030. Il contribue à l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de déploiement de la consigne pour réemploi sur le territoire francilien ainsi qu'à l'objectif de réduction des quantités de déchets des Déchets d'Activités Economiques (DAE).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

La commission permanente de la Région d'Île-de-France a, par délibération n° CP 2023-298 du 21 septembre 2023, décidé de transférer l'intégralité de la subvention d'Orca Services, d'un montant de 250 000 € à Eternity Systems.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre de la mesure II - accompagner le développement des ressourceries, du réemploi et de la réutilisation - taux d'aide maximum de 35 % - aide régionale plafonnée à 250 000 €

Localisation géographique :

- LISSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie	50 600,00	3,14%
Travaux	286 000,00	17,75%
Machines de lavage et convoyeurs	1 170 000,00	72,60%
Matériel de stockage	50 000,00	3,10%
Machines de traitement amont et aval de l'eau	55 000,00	3,41%
Total	1 611 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	250 000,00	15,51%
ADEME	259 789,92	16,12%
Fonds propres	1 101 810,08	68,37%
Total	1 611 600,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

Annexe n°4 Fiches projets modifiées

Commission permanente du 19 novembre 2021 - CP2021-418
Modifiée par la commission permanente du 23 mars 2022 – CP2022-084
Modifiée par la commission permanente du 21 septembre 2023 – CP2023-298

DOSSIER N° EX059485 - Equipement d'une plateforme logistique circulaire pour la valorisation des déchets hors-foyer (93) - LAUREAT DU BPE (3ème session)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-20421-472002-1700

Action : 472002013- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	615 462,00 € HT	28,60 %	176 022,13 €
	Montant total de la subvention		176 022,13 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LEMON TRI

Adresse administrative : 14 AVENUE EDOUARD VAILLANT
93500 PANTIN

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur AUGUSTIN JACLIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2021 - 1 janvier 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Créée en 2011, Lemon Tri est une entreprise de l'économie sociale et solidaire qui propose de gérer de façon la plus vertueuse possible les déchets produits « hors foyer » c'est-à-dire en dehors du domicile (au bureau, dans les transports, les lieux publics, les centres commerciaux, les centres sportifs, les événements grand public, etc.). Le principe est de favoriser le tri à la source grâce aux bons outils, puis de sur-trier et conditionner les déchets pour les orienter ensuite vers une trentaine de filières de valorisation (réemploi ou recyclage matière) spécifiques à leur nature.

Une fois les déchets captés, un autre enjeu majeur est ainsi d'identifier des filières vertueuses de valorisation. Certains déchets sont difficiles à recycler pour des raisons techniques, logistiques ou de rentabilité. Sous l'impulsion de l'extension des consignes de tri, certains acteurs développent tout de même des solutions écologiques de valorisation de ces déchets "difficiles" avec l'exigence de recevoir un flux de matière bien trié et isolé. Encore faut-il identifier ces acteurs, les mobiliser et réunir un volume suffisant de matière valorisable pour avoir accès à leurs infrastructures. C'est précisément à ces trois enjeux que Lemon Tri entend répondre : capter, isoler et identifier des filières locales et nationales pour améliorer le traitement des déchets produits hors-foyer.

L'implantation historique des locaux d'activité de Lemon Tri se situe à Pantin (93). Initialement l'entreprise souhaitait déployer une seconde antenne plus au sud de la Région Ile-de-France en Essonne. Entretemps, la société a dû libérer son ancien site d'occupation situé sur un futur éco-quartier, et a donc déplacé son activité dans un nouvel entrepôt.

Or ce nouveau site de 13 000 m² lui permet dorénavant d'accroître ses capacités et d'accompagner la croissance de son activité en termes de tonnages de matière traités, de déchets évités grâce au réemploi et d'emplois créés finalement sur le même site.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition du véhicule propre et des machines et équipements nécessaires à cette activité (trieuse, broyeurs, presse, etc.), ainsi qu'aux dépenses liées au développement du projet.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de relever le défi du tri et du recyclage, et d'atteindre un taux de valorisation matière des Déchets Non Dangereux Non Inertes de 60 % en 2025 et 65 % en 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

- Au titre du dispositif IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 16,5 % des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 92 319,30 €.

- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10 % de la subvention, soit 9 231,93 €.

Soit un soutien total de 101 551,23 €.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Machines et équipements	205 462,00	33,38%
Véhicule propre	350 000,00	56,87%
Dépenses de personnels liées au développement du projet	60 000,00	9,75%
Total	615 462,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	160 020,12	26,00%
Prime citoyenne écologique régionale	16 002,01	2,60%
Fonds propres	439 439,87	71,40%
Total	615 462,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX062181 - Expérimentation pour développer une boucle locale de réemploi de vêtements (92)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-20421-172002-1700

Action : 17200201- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	60 000,00 € HT	25,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MIROA

Adresse administrative : 14 RUE DE MANTES
92700 COLOMBES

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur ALEXANDRE FRISTOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'entreprise souhaite démarrer l'expérimentation le plus rapidement possible

Description :

Créée en 2020 (avec un financement de la BPI ou Banque Publique d'Investissement), l'entreprise MIROA propose un dépôt vente digital de vêtements d'occasion où le vendeur ne s'occupe pas de la mise en ligne et de la vente. MIROA prend en charge le process de vente qui peut s'avérer chronophage (prises de photos, publication des annonces, négociations, envoi des colis).

MIROA souhaite lancer une expérimentation auprès des 1 500 salariés d'une entreprise partenaire. Pour réaliser cette expérimentation, il est nécessaire :

- d'assurer la conception et la fabrication d'un sac de collecte adapté et réutilisable (1 000 exemplaires) ;
- de distribuer des sacs réutilisables aux salariés ;
- d'assurer la conception et l'installation de conteneurs qui permettront la collecte des vêtements à vendre via des sacs remis préalablement ;
- de concevoir deux mannequins connectés et reliés directement à un système informatique permettant de créer des photos et de décrire précisément dans une annonce les vêtements en vente ;
- de réaliser les collectes et livraisons en cargos bike.

Le projet permet de développer une boucle courte francilienne de réutilisation de vêtements franciliens par des franciliens puisque les collectes et livraisons se feront en cargos bike. Il est à souligner que MIROA est en train de mettre en place un partenariat avec REFASHION qui est l'éco organisme en charge de la filière à responsabilité élargie des producteurs (ou REP) de la filière textile d'habillement, linge de maison et chaussure (TLC).

La Région apporte son soutien financier à la conception de 2 nouveaux mannequins, à la fabrication des sacs réutilisables, à la conception du photo studio et au matériel logistique en vue de l'augmentation de l'activité prévisionnelle avec la réalisation de l'expérimentation.

Ce projet s'inscrit dans plusieurs objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) :

- réduire les déchets ménagers et assimilés de 10 % en 2025 par rapport à 2010 ;
- doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation en 2031 ;
- augmenter la collecte des TLC pour atteindre les 3,2 kg/hab en 2025 et 4,6 kg/hab en 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire et de la mesure II : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception de 4 mannequins supplémentaires	10 000,00	16,67%
Conception et fabrication des sacs réutilisables	15 000,00	25,00%
Conception du photo studio	32 000,00	53,33%
Matériel logistique	3 000,00	5,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	15 000,00	25,00%
Fonds propres	45 000,00	75,00%
Total	60 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe n°5 Projet convention FEDEREC

**CONVENTION DE PARTENARIAT
POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE,
DU RECYCLAGE ET DE LA VALORISATION DES DECHETS
EN ÎLE-DE-FRANCE**

**Région Île-de-France
ADEME
FEDEREC Région Parisienne**

2024 - 2026

PROJET

ENTRE

La Région Île-de-France, dont le siège est situé 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil Régional, Ci-après désignée « la Région Île-de-France »

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, régi par les articles L131-3 à L131-7 et R131-1 à R131-26-4 du Code de l'Environnement, ayant son siège social au 20, avenue du Grésillé – BP 90406 – 49004 ANGERS Cedex 01, inscrite au registre du commerce d'Angers sous le n° 385 290 309, représentée par Monsieur Sylvain WASERMAN, agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration, Ci-après désignée par « l'ADEME »,

FEDEREC Région Parisienne, ayant son siège 101 rue de Prony, 75017 PARIS, représentée par son Président Monsieur Eric JOURDAIN DE L'ETOILLE, Ci-après désignée par « FEDEREC Région Parisienne »

Ou dénommés ensemble « les Parties »

PREAMBULE

La Région Île-de-France est l'autorité de planification de la prévention et la gestion des déchets pour le territoire francilien. Dans ce cadre, elle a élaboré en concertation avec l'ensemble des parties prenantes et en déclinaison des réglementations européennes et nationales le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets : le PRPGD d'Île-de-France approuvé en novembre 2019. Dans le cadre de cette compétence, la Région met en place une politique d'animation et d'accompagnement des acteurs franciliens afin d'assurer la coordination nécessaire à l'atteinte des objectifs du PRPGD. Ainsi elle aura apporté entre 2020 et 2022 plus de 42 M€ de financements pour accompagner les projets franciliens pour lutter contre les dépôts sauvages et aller vers le zéro déchet et l'économie circulaire. La Région Île-de-France a souhaité aller plus loin dans son engagement en mobilisant toutes ses compétences et politiques d'intervention dans une Stratégie Régionale d'Economie Circulaire ou SREC, et ce pour assurer la transformation de l'économie et des territoires franciliens en passant d'un modèle linéaire à un modèle circulaire. La SREC a été approuvée en septembre 2020 : elle comporte 50 actions et engagements dont près de 80 % sont actuellement engagés.

Pour la Région Île-de-France, la présente convention a pour objectif de créer un cadre de collaboration avec les adhérents franciliens de FEDEREC de façon à favoriser le partage des enjeux et des besoins des filières franciliennes de tri et de recyclage afin de les accompagner dans leur transformation. Il s'agit de valoriser la mine urbaine (par la collecte / tri / démantèlement / reconditionnement / recyclage) mais aussi de créer des emplois, de mettre en place des formations adaptées à de nouveaux métiers. L'ambition est également de créer de la valeur en favorisant la création de boucles locales et régionales pour décarboner et accroître la résilience du territoire francilien.

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) placé sous la tutelle des ministères de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, de la Transition énergétique et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Elle participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Elle met ses capacités d'expertise

et de conseil à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale.

L'Agence aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : l'accompagnement aux politiques publiques climat-énergie et économie circulaire, la gestion des déchets, la qualité des sols et de l'air, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables et de récupération, les économies de matières premières, la mobilité durable, la lutte contre le gaspillage alimentaire, l'adaptation au changement climatique. Ainsi, en Île-de-France, l'ADEME aura apporté entre 2020 et 2022, plus de 31 M€ de financements dans le domaine de l'économie circulaire et des déchets à l'ensemble des acteurs du territoire.

Pour l'ADEME, la présente convention de partenariat s'inscrit dans les principes et la dynamique de la Loi de transition énergétique pour la croissance verte et de la Loi anti-gaspillage pour une économie circulaire. Elle vise à engager l'ensemble des acteurs dans la réduction de la production de déchets, le réemploi, la réutilisation et le recyclage des matières.

L'objectif est de favoriser l'émergence de filières de réemploi des produits et d'atteindre des taux de valorisation matières élevés ainsi que la remise sur le marché de matières premières secondaires. Par cette convention l'ADEME souhaite optimiser le tri, la collecte, le recyclage et la valorisation des déchets dans l'optique de renforcer les activités économiques de la filière Déchets et la circularité des ressources sur le territoire régional francilien.

FEDEREC Région Parisienne est la Fédération des Entreprises de Recyclage pour l'Île-de-France. Elle compte 153 sites de collecte et de traitement mis en œuvre par les entreprises adhérentes, toutes catégories confondues, regroupant les professionnels du recyclage, du grand groupe à la PME familiale. La Fédération souhaite apporter le savoir-faire des professionnels du recyclage en contribution aux objectifs des politiques publiques de la Région Île-de-France et de l'ADEME.

CECI AYANT ETE EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre la Région Île-de-France, l'ADEME Île-de-France et FEDEREC Région Parisienne, y compris en matière de communication.

Elle exprime leur volonté commune de travailler de façon concertée :

- A l'atteinte des objectifs du PRPGD (Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets) d'Île-de-France et de la SREC (Stratégie Régionale d'Economie Circulaire) ;
- Au déploiement des actions de l'ADEME en matière d'économie circulaire et en lien avec sa stratégie « Entreprises » et « Collectivités » ;
- A contribuer à faire de la filière francilienne de tri et de recyclage, et de la valorisation des déchets, une industrie performante, compétitive, génératrice d'emplois locaux et respectueuse de son environnement.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DES PARTIES

Compte-tenu des objectifs partagés et des enjeux identifiés pour le développement de l'économie circulaire, du recyclage et de la valorisation des déchets en Île-de-France, la Région Île-de-France, l'ADEME Île-de-France et FEDEREC Région Parisienne retiennent comme priorités d'actions et selon leurs missions et objectifs :

OBJECTIFS INSTALLATIONS et FILIERES

- La modernisation et le développement des filières et des capacités performantes de collecte, tri, préparation et recyclage des déchets franciliens ;
- La sécurisation des débouchés des matériaux recyclés, la création de boucles régionales et locales de recyclage et l'incorporation de matière recyclée dans la production ;
- La contribution au développement des activités de réemploi et de réutilisation ;
- La valorisation énergétique des déchets par CSR (combustibles solides de récupération) ;

OBJECTIFS TRANSVERSAUX

- La contribution à l'observation régionale des déchets et des ressources réalisée par l'IPR-ORDIF (Institut Paris Region – Observatoire Régional des Déchets d'Île-de-France) ;
- La recherche de foncier ;
- La lutte contre la fraude et le vol ;
- Le suivi des flux interrégionaux ;
- La mise en place d'une communication engageante et partagée.

2.1 - Modernisation et développement des filières et des capacités performantes de collecte, tri, préparation et recyclage des déchets franciliens

La Région, l'ADEME et FEDEREC Région Parisienne partagent les objectifs **d'amélioration de la performance du tri et du recyclage, et notamment :**

>>Les objectifs suivants du PRPGD :

- 60% de valorisation matière des DNDNI (déchets non dangereux non inertes) en 2025 et 65% en 2031 ;
- Avec pour les DAE (déchets d'activités économiques) un taux cible de valorisation matière à 69% en 2025 et 75% en 2031 ;

>>Le principe de planification suivant du PRPGD : en 2025, 100% des DAE en mélange devront être orientés vers un centre de tri.

FEDEREC Région Parisienne, l'ADEME et la Région Île-de-France encouragent et accompagnent les entreprises adhérentes pour :

→ Faire évoluer le parc des installations de tri : déchèteries professionnelles et centres de tri de DAE et de DAE du BTP

- Favoriser le tri à la source en renforçant le réseau des déchèteries professionnelles (création et modernisation) existant, de façon à avoir des points de maillage franciliens adaptés aux besoins des territoires (zones d'emploi) en lien avec la mise en œuvre de la filière REP PMCB (responsabilité élargie du producteur pour les produits et matériaux de construction du bâtiment) ;
- Favoriser l'amélioration des performances de tri des centres et plateformes via la modernisation du parc des centres de tri de DAE et de DAE du BTP.

→ Identifier les besoins et favoriser l'économie circulaire dans les filières prépondérantes au regard des activités des adhérents de FEDEREC Région Parisienne.

Sont retenues en priorité les 2 filières suivantes :

- La filière bois/palette ;
- La filière métaux / DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) / VHU (véhicules hors d'usage).

→ Accompagner les entreprises franciliennes dans la mise en place du tri 9 flux (verre, métaux, papier/cartons, plastique, bois, déchets inertes, plâtre, biodéchets et textiles).

2.1.1. Faire évoluer le parc des installations de tri : déchèteries professionnelles et centre de tri de DAE et de DAE du BTP

- FEDEREC Région Parisienne s'engage à contribuer aux travaux du PRPGD pour identifier les évolutions du parc des installations nécessaires pour répondre aux objectifs régionaux, nationaux et européens ;
- La Région Île-de-France s'engage à favoriser l'accès aux financements européens et aux financements régionaux en portant à la connaissance de FEDEREC Région Parisienne les informations utiles ;
- L'ADEME s'engage à contribuer à la communication portée par FEDEREC Région Parisienne auprès de ses adhérents pour promouvoir le tri 9 flux.

2.1.2. Identifier les besoins et favoriser l'économie circulaire dans 2 filières considérées comme prioritaires

- FEDEREC Région Parisienne s'engage à réaliser avec ses adhérents un diagnostic de chacune des filières et de ses besoins au regard des enjeux économiques, techniques et réglementaires actuels et à venir ;

-
- La Région Île-de-France s'engage à associer les adhérents de FEDEREC aux travaux de la SREC et du PRPGD, et à favoriser l'accès aux financements européens et aux financements régionaux en portant à la connaissance de FEDEREC les informations utiles ;
 - L'ADEME s'engage à contribuer aux projets portant sur les filières prioritaires au regard de ses objectifs, missions et de ses dispositifs.

2.1.3. L'accompagnement des entreprises à la mise en place du tri 9 flux

- FEDEREC Région Parisienne s'engage à appuyer la communication de ses adhérents auprès des entreprises pour promouvoir et rappeler les enjeux de la mise en œuvre du tri 9 flux ;
- La Région Île-de-France et l'ADEME s'engagent à contribuer à l'information des acteurs économiques franciliens sur la mise en œuvre de l'obligation du tri 9 flux dans le cadre des réseaux qu'elles mettent en place pour mobiliser les entreprises.

2.2 - Sécurisation des débouchés des matériaux recyclés, création de boucles régionales et locales de recyclage et incorporation de matière recyclée dans la production

2.2.1. Sécuriser les débouchés des matériaux recyclés

Les investissements conséquents que doivent engager les acteurs du recyclage doivent être sécurisés par l'utilisation des matières premières issues du recyclage. Bien que ces matières participent à la sécurité des approvisionnements en matières premières, elles peuvent être moins attractives que des matières premières vierges ; elles subissent une forte concurrence avec les matières premières vierges dont les cours sont très volatiles et sensibles aux tensions géopolitiques.

- FEDEREC Région Parisienne s'engage à développer des synergies entre les activités de la filière du recyclage et de la valorisation, et les entreprises industrielles qui intègrent les matières premières recyclées, notamment sur le territoire régional. Elle informera la Région Île-de-France et l'ADEME Île-de-France des éventuelles difficultés rencontrées pour trouver des débouchés aux matières premières recyclées produites sur le territoire régional ;
- L'ADEME et la Région Île-de-France s'engagent à faire la promotion, lorsque cela s'avère pertinent, de l'utilisation des matières premières issues du recyclage pour faire progresser leurs taux d'utilisation notamment dans les secteurs et/ou filières suivantes : plastiques, textiles, métaux, matériaux de construction.

2.2.2 - Mise en réseau et actions sur les boucles circulaires et locales

L'économie circulaire au travers de la collecte, du tri et du recyclage relève de dimensions techniques mais également d'un travail collectif et partenarial visant à renforcer les synergies et mutualisations sur le territoire. Ces dimensions contribuent à mettre en œuvre des boucles circulaires locales et optimisées.

- FEDEREC Région Parisienne s'engage à contribuer aux échanges avec les réseaux, écosystèmes territoriaux, économiques et sectoriels en vue de faciliter le déploiement de la transition écologique auprès des entreprises.
- La Région Île-de-France s'engage à contribuer à l'information des acteurs économiques franciliens dans le cadre des réseaux et partenariats qu'elle met en place pour mobiliser les entreprises au travers de sa politique à destination des

entreprises et au travers de sa politique pour aller vers le zéro déchet et l'économie circulaire

- L'ADEME s'engage à associer FEDEREC Région Parisienne dans le déploiement de sa stratégie Entreprises notamment pour les axes à destination des éco-entreprises, des soutiens aux filières BTP, recyclage et à destination des relais et partenaires.

2.3 - Contribution au développement des activités de réemploi et de réutilisation

Le réemploi et la réutilisation des biens sont un levier d'action prioritaire pour atteindre les objectifs de réduction des déchets. Ce pilier de l'économie circulaire contribue par ailleurs aux changements de comportement des consommateurs. Les entreprises du recyclage et de la valorisation sont également des acteurs du réemploi et/ou de la réutilisation à titre direct, parce que leurs activités se positionnent sur ce secteur, ou indirect par les flux de déchets à traiter qui leur parviennent des filières du réemploi.

- FEDEREC Région Parisienne s'engage à promouvoir le réemploi et la réutilisation auprès de ses adhérents et à les inciter à développer, le cas échéant, des zones de réemploi sur leurs sites, ainsi que des collaborations avec les opérateurs régionaux des filières du réemploi, en particulier avec les acteurs de l'ESS (économie sociale et solidaire) ;
- La Région Île-de-France et l'ADEME s'engagent à promouvoir les principes du réemploi et de la réutilisation dans le respect de leurs missions techniques et financières.

2.4 - Valorisation énergétique des déchets, notamment par CSR

La Région Île-de-France s'engage à poursuivre les travaux à mener dans le cadre de l'orientation du PRPGD relative à la valorisation énergétique des déchets, et qui concernent l'adaptation du parc francilien d'incinération, afin de répondre aux besoins futurs ainsi que l'accompagnement des autres filières de valorisation énergétique en développement. Dans ce cadre, la Région Île-de-France réunira dans un groupe de travail l'ensemble des acteurs concernés, avec notamment un volet sur les leviers pour l'accompagnement à l'émergence d'une filière CSR francilienne.

L'ADEME et FEDEREC Région Parisienne s'engagent à participer à ce groupe de travail et à contribuer à ses travaux, notamment pour FEDEREC en fournissant toutes données permettant d'actualiser l'inventaire des installations de valorisation énergétique et des exutoires de chaleur produite.

2.5 - Thématiques transversales

2.5.1. Contribution à l'observation régionale des déchets et des ressources réalisée par l'IPR-ORDIF

L'amélioration de la connaissance et du suivi des filières de recyclage et de la valorisation est un enjeu régional. Pour cela, il est indispensable de disposer de données sur les installations de traitement et de valorisation des déchets : typologie et quantités de déchets réceptionnés, triés et valorisés, quantités produites de matières premières issues du recyclage, utilisation de ces matières en région ou exportation au national ou à l'international...

Pour répondre à cet enjeu, FEDEREC Région Parisienne s'engage à mobiliser ses adhérents pour répondre aux enquêtes de l'Observatoire Régional des Déchets d'Île-de-France (ORDIF) menées pour le compte de la Région Île-de-France et de l'ADEME, de façon à améliorer et fiabiliser les indicateurs de suivi des filières de recyclage et de la valorisation des déchets, ainsi que la caractérisation du parc des installations grâce aux données techniques associées.

La Région Île-de-France et l'ADEME s'engagent à associer FEDEREC aux travaux menés dans le cadre du PRPGD et de la SREC, et aux travaux de l'Observatoire Régional des Déchets d'Île-de-France (ORDIF) notamment dans le cadre des groupes de travail dédiés aux déchets des activités des entreprises et lors du lancement des enquêtes annuelles.

Ces informations portent notamment sur la caractérisation des déchets, matières et process mais également sur les flux en vue de contribuer à la mise en place d'un observatoire des ressources porté par l'Institut Paris Region.

2.5.2. Autres thématiques

Foncier : la facilitation de l'accès au foncier, de manière à pouvoir disposer d'installations à la mesure des besoins en augmentation, notamment pour la déconstruction dans le BTP et les grands chantiers de la Région parisienne ;

Lutte contre la fraude et le vol : la Région Île-de-France et FEDEREC Région Parisienne conviennent de travailler ensemble auprès de l'Etat et des forces de l'ordre pour renforcer la lutte contre la fraude et le vol ;

Suivi des flux interrégionaux : FEDEREC Région Parisienne s'engage à mobiliser ses adhérents pour répondre aux besoins de suivi des flux interrégionaux de déchets ; la Région Île-de-France s'engage à associer FEDEREC aux travaux menés dans ce cadre.

Sur ces thématiques, l'ADEME n'a pas d'engagement au regard de ses missions et dispositifs.

2.6 - Communication engageante et partagée

Les Parties s'engagent à communiquer sur cette convention en mentionnant l'ensemble des Parties.

FEDEREC Région Parisienne s'engage à communiquer sur les dispositifs de soutien de l'ADEME et de la Région Île-de-France auprès de ses adhérents et dans son écosystème, ainsi que sur les actions portées par l'ensemble des Parties.

L'objet de cette communication peut être tant lié à des actions de sensibilisation, d'information, de formation, de mise en réseau, d'appuis techniques que de promotion des dispositifs financiers portés par les différentes Parties et leurs partenaires.

FEDEREC s'engage à faire valider cette communication, dans sa forme et son contenu, à l'ensemble des Parties.

ARTICLE 3 – SUIVI DE LA CONVENTION

Les parties conviennent de se rencontrer au moins une fois par semestre dans le cadre d'un **comité de suivi** pour dresser le bilan des actions communes effectuées dans le cadre de la présente convention, et aussi souvent que nécessaire en cours d'exécution.

Les **comités de suivi** sont organisés par FEDEREC Région Parisienne avec la participation de l'ADEME et de la Région Île-de-France.

Le **comité de suivi** établira annuellement, sur propositions de FEDEREC Région Parisienne, une feuille de route opérationnelle des travaux et des projets à mener, ainsi que leur calendrier et les livrables/résultats attendus. Il fera également une restitution des travaux menés.

Le **dernier comité de suivi** devra intégrer le bilan complet des actions et engagements réalisés dans le cadre de la présente Convention.

Chaque partie désigne un ou des correspondant(s) chargé(s) de suivre l'exécution de la Convention :

- **L'interlocuteur de la Région Île-de-France sera :** Fantine LEFEVRE, Directrice Générale Adjointe du Pole Agriculture, Ruralité et Transition Economique ;
- **L'interlocuteur de l'ADEME Île-de-France sera :** Jérémie ALMOSNI, Directeur Régional de la Direction Régionale de l'ADEME Île-de-France ou son représentant ;
- **L'interlocuteur de FEDEREC Région Parisienne sera :** Eric JOURDAIN DE L'ETOILLE, Président de FEDEREC Région Parisienne.

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIERES

Aucun engagement financier n'est prévu dans cette convention.

ARTICLE 5 – LITIGES

Tout litige relatif à l'exécution et/ou à l'interprétation de la Convention devra faire l'objet d'une recherche de conciliation à l'initiative de la Partie la plus diligente.

En cas d'échec de la conciliation, l'une ou l'autre Partie pourra procéder à la résiliation de la convention, selon les modalités prévues à l'article 6 de la Convention.

ARTICLE 6 – RESILIATION

Chaque Partie a la faculté de résilier à tout moment la Convention, sous réserve d'un préavis de deux mois, en cas de manquement grave et/ou répété des obligations prévues par la Convention.

Les Parties exécuteront la présente Convention en toute bonne foi, conformément aux lois et réglementations en vigueur, et s'abstiennent de porter atteinte aux informations données dans le cadre de la Convention, ainsi qu'à leur confidentialité. L'usage abusif fait des informations constitue un manquement grave susceptible de donner lieu à la résiliation de la Convention par la Partie lésée.

La Partie qui entend résilier la Convention doit adresser aux autres Parties une notification écrite par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 7 – DIVERS

Toute modification, changement ou amendement apporté à la Convention n'aura de force obligatoire que s'il est contractualisé par avenant, sous forme écrite et dûment signé par les personnes habilitées, entre les Parties.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La Convention entre en vigueur à compter de sa signature et prend fin le 31 décembre 2026.

Fait à Paris, en trois exemplaires,

Le

Pour la Région Île-de-France	Pour l'ADEME Île-de-France	Pour FEDEREC Région Parisienne
Valérie PÉCRESSE Présidente	Jérémie ALMOSNI Directeur Régional	Eric JOURDAIN DE L'ETOILLE Président

Annexe n°6 projet de convention SYCTOM

CONVENTION
autorisant le Syctom à attribuer des aides sur le fondement du
régime d'aides « Zéro déchet et économie circulaire » défini et mis en place par la
Région

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)

Vu le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation adopté par la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022

Vu la délibération n° CP 2023-298 du 21 septembre 2023 autorisant le Syctom à attribuer des aides sur le régime d'aide « Zéro déchet et économie circulaire » défini et mis en place par la Région.

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine représentée par sa Présidente Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2023-298 du 21 septembre 2023, ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

L'établissement public administratif, le Syctom, l'agence métropolitaine des déchets ménagers, dont le siège est situé au 86 rue Regnault, 75013 Paris, représenté par son Président Monsieur Corentin DUPREY, dûment habilité à signer la présente convention en vertu de la délibération N° C 3851 du 27 juillet 2022, ci-après dénommée Le Syctom d'une part,

PREAMBULE :

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) promulguée le 7 août 2015 a eu pour effet de renforcer les responsabilités régionales en matière de développement économique et de clarifier la répartition des compétences économiques.

En vertu de l'article L 1511-2 I. alinéa 1^{er} du CGCT la Région dispose de la compétence exclusive pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises dans la Région. Dans le cadre d'une convention passée avec la Région les communes et leur groupement peuvent participer au financement des aides et des régimes d'aides mis en place par la Région.

Les champs d'intervention concernés par cette évolution législative sont définis par le Code Général des Collectivités Territoriales et concernent notamment :

- le financement des aides ou régimes d'aides (appelés également « dispositifs ») en faveur de la création ou de l'extension d'activités économiques mis en place par la Région (article L 1511-2 alinéa 1 du CGCT) ;
- l'octroi d'aides *ad hoc* par délégation de la Région (article L 1511-2 alinéa 2 du CGCT).

Enfin, le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) créé par la loi NOTRe a été doté d'un caractère prescriptif. En conséquence, les actes des autres échelons doivent être compatibles à ses orientations.

Afin d'assurer la lisibilité et la sécurité juridique des interventions économiques des différents acteurs franciliens précités, il est convenu de ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objet d'autoriser le Syctom à participer au financement du régime d'aides définis et mis en place par la Région Ile de France et listé en annexe 1 à la présente convention afin qu'il puisse être le partenaire de la Région sur son territoire en accompagnant des projets concourant à la mise en œuvre des objectifs de prévention et de réduction des déchets issus du Plan Régional de Gestion des Déchets.

ARTICLE 2 : LES OBLIGATIONS DU SYCTOM

ARTICLE 2.1 : LES OBLIGATIONS RELATIVES AU RESPECT DU CADRE REGLEMENTAIRE FIXE PAR LA REGION

Le Syctom s'engage à respecter le cadre réglementaire mis en place par la Région. Celui-ci devra respecter le règlement d'intervention voté par les délibération(s) relative(s) à ce dispositif et tel que rappelé en annexe de la convention.

- Lors de l'instruction :

Le Syctom s'engage à respecter les critères de sélection établis par la Région et s'assurer que le bénéficiaire de l'aide respecte les conditions d'éligibilité (structures, projets et dépenses...) posées par le règlement d'intervention.

- Lors de l'octroi et pendant la durée de la convention :

Le Syctom s'engage à respecter le taux de subvention et de plafonnement maximum mis en place par le(s) régime(s).

Il s'assure que les conditions posées par la Région dans son règlement d'intervention sont respectées par le bénéficiaire lors du versement des acomptes et du solde de la subvention.

La Région autorise le Syctom à déroger à certaines règles édictées par son règlement d'intervention concernant les règles se référant au règlement budgétaire et financier de la Région si le Syctom possède un cadre juridique équivalent (modalités de versement de l'aide, pièces comptables exigées etc.).

Par ailleurs, le Syctom s'engage à respecter les orientations du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation.

ARTICLE 2.2 : LES OBLIGATIONS RELATIVES AU SUIVI ET AU CONTROLE OPERE PAR LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

2.2.1 RELATIVES AU SUIVI DE L'EXECUTION DE LA CONVENTION

Le Syctom s'engage à transmettre annuellement à la Région un bilan détaillant les aides (montant, bénéficiaire, nature du projet subventionné) qu'elle aura accordées sur le fondement des dispositifs régionaux.

Le Syctom est responsable du versement des aides décidées par son instance délibérante compétente ainsi que de la légalité de ses décisions.

2.2.2 LES OBLIGATIONS RESULTANT DE LA REGLEMENTATION RELATIVE AUX AIDES D'ETAT

Le Syctom s'engage à respecter les obligations européennes résultant des réglementations des aides d'Etat et notamment à attribuer les aides sur le fondement des régimes d'aides d'Etat définis par la Région.

Le Syctom veille à respecter l'intégralité des règles prévues par la réglementation européenne des aides d'Etat, notamment les règles d'éligibilité, d'incitativité et de cumul des aides.

Le Syctom veille également à respecter les obligations de publication des aides dépassant un certain seuil fixé par chaque réglementation sur un site unique de la Commission européenne consacré aux aides d'Etat (Transparency award modul).

Le Syctom s'engage, conformément à l'article L.1511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à communiquer à la Région, dans le cadre du rapport annuel des aides d'Etat, toutes les aides versées sur le fondement d'un régime d'aide d'Etat, sous un format imposé par la Région. A cet effet, la Région adresse une demande annuelle à l'ensemble des communes et EPCI du territoire précisant les modalités pratiques de ce recensement.

2.2.3 CONVENTION PASSEE AVEC LE BENEFICIAIRE FINAL DE LA SUBVENTION

Si le Syctom peut librement choisir son modèle de convention, sous réserve qu'il respecte les obligations mentionnées plus haut, il s'engage à se référer dans les visas aux dispositions lui permettant d'intervenir, notamment la présente convention, ainsi qu'à préciser dans celle-ci que son intervention s'inscrit dans le cadre juridique défini par la Région.

ARTICLE 3 : LES OBLIGATIONS DE LA REGION

La Région s'engagera à notifier au Syctom tous les changements intervenus dans les règlements d'interventions annexés dans un délai d'un mois à compter de l'adoption de ces changements par l'organe délibérant de la collectivité quand ces changements ont une conséquence directe pour l'octroi de la subvention. Le Syctom s'engagera à respecter ces nouvelles modalités d'application pour les subventions qu'il attribuera à compter de la notification de ces nouvelles règles.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

L'autorisation est accordée pour trois ans.

Il est à noter que la Région pourra revenir sur cette autorisation dans le cadre de la résiliation prévue à l'article 5.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des deux parties. La Région pourra notamment procéder à la résiliation de cette convention en cas de non-respect de l'obligation de recensement annuel des aides d'Etat prévue à l'article 2.2.2.

La résiliation est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, et prend effet à l'issue d'un préavis de 3 mois. Pendant ce délai, les parties restent tenues par leurs obligations respectives.

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

ARTICLE 7 : LA MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature sera autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

Les modifications apportées sur le(s) régime(s) d'aides référencé(s) en annexe à la convention seront notifiées par la Région au Syctom et ne nécessiteront pas d'avenant à la convention.

ARTICLE 8 : LES PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, ainsi que ses annexes adoptées par délibération n° CP 2023-298 du 21 septembre 2023.

ARTICLE 9 : Protection des données à caractère personnel

ARTICLE 9.1. OBJET

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Île-de-France et le Syctom sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints » et sont dénommés ensemble les « Responsables conjoints ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution du présent contrat, les Responsables conjoints déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet du présent contrat.

La présente clause a pour objet de déterminer les obligations respectives des Responsables conjoints dans le cadre du groupement de commande pour la passation et l'exécution d'un marché pour la réalisation d'une étude, et de définir leurs responsabilités concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

ARTICLE 9.2. OBLIGATIONS RESPECTIVES DES RESPONSABLES CONJOINTS

9.2.1. FINALITES DU TRAITEMENT

Les Responsables conjoints déterminent conjointement les finalités principales du traitement, à savoir : la rédaction et la remise d'une étude bilan, valorisation et prospective du développement de la filière réemploi, réutilisation et réparation en Île-de-France.

9.2.2. MOYENS DU TRAITEMENT

La notion de moyen recouvre tant les moyens matériels, logiciels ou encore de ressources humaines affectées à la gestion du traitement concerné par le présent contrat.

La Région Île-de-France et le Syctom définissent conjointement les moyens du traitement suivants :

- Sous-traitance ;
- Utilisation d'un espace de partage de fichiers informatiques (ex : Teams ou OneDrive), opéré par la Région Île-de-France et le Syctom pour centraliser et partager les informations ;
- Outils de bureautique (de type suite Microsoft Office ou Adobe PDF) notamment pour la transmission des données entre Responsables conjoints.

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

9.2.3. DONNEES TRAITEES

Données courantes

- ☒ Etat civil, identité, données d'identification, images
- ☒ Données de connexion (logs, adresse IP, etc.)
- ☐ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes, niveau d'études, etc.)
- ☒ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale, RIB, etc.)
- ☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM, etc.)
- ☐ Autres, préciser :

Données sensibles ou à caractère hautement personnel

- ☐ Données relevant de la prétendue origine raciale ou ethnique
- ☐ Données révélant des opinions politiques
- ☐ Données révélant des convictions religieuses ou philosophiques
- ☐ Données révélant l'appartenance syndicale
- ☐ Données génétiques
- ☐ Données biométriques aux fins d'identifier de manière unique une personne
- ☐ Données concernant la santé
- ☐ Données concernant l'orientation sexuelle ou la vie sexuelle
- ☐ Données relatives aux condamnations pénales ou aux infractions
- ☐ Numéro d'identification dans un registre national unique (NIR)

9.2.4. CATEGORIES DE PERSONNES CONCERNEES

Les personnes concernées sont :

- ☒ Agents régionaux
- ☐ Mineurs
- ☐ Particuliers
- ☒ Autres, préciser : agents de l'État, agents d'établissements publics à caractère industriel et commercial, agents de la fonction publique territoriale, salariés de structures privées, représentants de personnes morales

9.2.5. OPERATIONS DE TRAITEMENT ET USAGES

Les Responsables conjoints peuvent réaliser chacune les opérations suivantes sur les données :

- ☒ Collecte de données
- ☒ Enregistrement de données

- ☒ Organisation de données
- ☒ Structuration de données
- ☒ Conservation de données
- ☒ Adaptation ou modification de données
- ☒ Extraction de données
- ☒ Consultation de données
- ☒ Utilisation de données
- ☒ Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)
- ☒ Rapprochement de données
- ☒ Interconnexion de données
- ☒ Limitation de données
- ☒ Effacement de données
- ☒ Destruction de données

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

ARTICLE 9.3. RESPECT DES OBLIGATIONS LEGALES

9.3.1. DUREE DE CONSERVATION

La définition de la durée de conservation des données est confiée aux Responsables conjoints.

9.3.2. INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES

Les conditions et modalités pour satisfaire aux obligations légales d'information des personnes concernées sont mises en œuvre par les Responsables conjoints.

9.3.3. DROIT D'ACCES, DE RECTIFICATION OU D'EFFACEMENT

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par les Responsables conjoints.

9.3.4. DROIT A LA LIMITATION

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par les Responsables conjoints.

9.3.5. DROIT D'OPPOSITION

Les conditions de mise en œuvre du droit d'opposition sont mises en œuvre par les Responsables conjoints.

9.3.6. DROIT A LA PORTABILITE

Les conditions pour satisfaire au droit à la portabilité des données et à son exercice sont mise en œuvre par les Responsables conjoints.

9.3.7. MESURES DE SECURITE

Les mesures de sécurité, d'accès et de traçabilité sont définies par les Responsables conjoints.

Les Responsables conjoints sont responsables de la protection et de la sécurisation des moyens mis en œuvre pour accéder au traitement (code d'accès ou autre solution).

Les Responsables conjoints ont, par ailleurs, pour mission de :

- procéder à la définition et la mise en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- procéder aux tests, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles de nature à assurer la sécurité du traitement.

Les mesures de sécurité et politique associées seront mises à jour régulièrement par la Région Île-de-France ou le Syctom qui notifiera les changements à l'autre Responsable conjoint par tout moyen qu'il/elle estime approprié, privilégiant la voie électronique (accès en ligne ou envoi par courrier électronique).

ARTICLE 9.4. COOPERATION AVEC LES AUTORITES DE CONTROLE

Les Responsables conjoints sont en charge des relations avec la CNIL pour les traitements objet de la présente clause.

En cas de contrôle directement réalisé auprès de l'un des Responsables conjoints par l'autorité de contrôle, ce dernier doit satisfaire au contrôle et collaborer avec l'autorité de contrôle et aviser les autres Responsables conjoints dès qu'il a connaissance de l'existence d'un contrôle ou toute autre démarche engagée par une autorité de contrôle.

ARTICLE 9.5. REGISTRE DES ACTIVITES DE TRAITEMENT

Chacun des Responsables conjoints s'engage à intégrer les traitements pour les traitements objet de la présente clause dans son registre des activités de traitement.

Le registre des activités de traitement doit comporter les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées du responsable du traitement et du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable du traitement et du délégué à la protection des données éventuellement désigné ;
- les finalités du traitement ;
- une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;
- le cas échéant, les transferts de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris leur identification respective et, dans le cas des transferts vers des pays ne bénéficiant pas d'un niveau de protection adéquat, les documents attestant l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

ARTICLE 9.6. VIOLATION DE SECURITE

Les Responsables conjoints ont la charge du traitement des éventuelles violations de sécurité.

Les Responsables conjoints ont pour tâche :

- de prendre les mesures adaptées ;

- de tenir le registre des violations ;
- d'assumer les notifications éventuelles avec l'autorité de contrôle ;
- d'organiser s'il y a lieu la communication auprès des personnes concernées.

La Région Île-de-France et le Syctom mettent en œuvre sans délai les mesures et démarches qui lui seront communiquées par l'autre Responsable conjoint.

Chacun des Responsables conjoints doit aviser sans délai l'autre Responsable conjoint de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation.

ARTICLE 9.7. POINT DE CONTACT

Il appartient à chacun des Responsables conjoints de définir un point de contact en interne avec les autres Responsables conjoints.

Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

ARTICLE 9.8. COLLABORATION

Les Responsables conjoints conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations.

Chacun des Responsables conjoints s'engage à maintenir une collaboration active et régulière en remettant à l'autre les éléments et documents nécessaires de nature à lui permettre de répondre à ses obligations.

Les Responsables conjoints s'engagent à se tenir réciproquement informées de toute difficulté relative au traitement.

ARTICLE 9.9. COMMUNICATION DES GRANDES LIGNES

Les Responsables conjoints définissent les conditions dans lesquelles les Responsables conjoints satisfont au respect des obligations visées par la réglementation en matière de protection des données qui impose que soient communiquées aux personnes concernées les grandes lignes du présent contrat :

- l'identité des responsables du traitement ;
- les finalités et moyens du traitement ;
- les données traitées ;
- les obligations de chaque responsable de traitement ;
- le point de contact pour les personnes concernées par le traitement.

Ces conditions sont les suivantes :

Par une mention d'information lors du dépôt du dossier par le demandeur, sur le site prévu à cet effet.

ARTICLE 9.10. GARANTIES

Nonobstant les dispositions de la réglementation en vigueur relatives à la responsabilité solidaire des Responsables conjoints, chaque Responsable conjoint est garanti vis-à-vis de l'autre des obligations souscrites au titre des présentes et assumera seule les conséquences de ses manquements.

Le Responsable conjoint défaillant devra réparer les dommages subis par l'autre.

ARTICLE 9.11. SOUS-TRAITANCE

Chacun des Responsables conjoints est en droit de faire appel pour tout ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat à un sous-traitant. Le cas échéant, cette opération de sous-traitance donnera lieu à la signature d'un contrat comportant des garanties équivalentes au présent contrat s'agissant des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le sous-traitant. Ce contrat comportera notamment les mêmes obligations que celles prévues au présent contrat en matière de protection des données à caractère personnel.

La Partie procédant à cette opération de sous-traitance veille à s'assurer que le sous-traitant choisi présente des garanties quant à la mise en œuvre de mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées en matière de protection des données. La Partie procédant à la sous-traitance de toute ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat reste seule responsable des opérations de traitement réalisées par le sous-traitant.

ARTICLE 9.12. CAS PARTICULIER DE LA SOUS-TRAITANCE A L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHE

Les Responsables conjoints font appel à l'attributaire de marché, nommé ici « Sous-traitant » pour la mise en œuvre d'une partie du Traitement objet du présent contrat.

Le Sous-traitant déclare être en conformité avec la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier au RGPD ainsi qu'aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

9.12.1. OBJET

Le présent alinéa « Sous-traitance » a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte des Responsables conjoints les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

9.12.2. DESCRIPTION DU TRAITEMENT FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE

Le Sous-traitant est autorisé à effectuer pour le compte des Responsables de traitement conjoints les traitements de données à caractère personnel décrits ci-après :

La nature des opérations réalisées sur les données dans le cadre de la sous-traitance avec le Sous-traitant est :

- ☒ Collecte de données
- ☒ Enregistrement de données
- ☒ Organisation de données
- ☒ Structuration de données
- ☒ Conservation de données
- ☒ Adaptation ou modification de données
- ☒ Extraction de données
- ☒ Consultation de données
- ☒ Utilisation de données
- ☒ Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)

- ☒ Rapprochement de données
- ☒ Interconnexion de données
- ☒ Limitation de données
- ☒ Effacement de données
- ☒ Destruction de données

Les données à caractère personnel traitées sont décrites en 2.3. et 2.4

Pour l'exécution du présent contrat, les Responsables de traitement conjoints met à la disposition du Sous-traitant les informations nécessaires pour la réalisation des opérations de traitement.

Durée du traitement

Les durées de conservation des données collectées dans le cadre de ce contrat sont de 5 ans à partir de la notification de la décision, moins la durée d'archivage courant.

A compter de la date de fin d'exécution du marché :

- 10 ans, si financements nationaux (moins la durée d'archivage courant)
- 3 ans, si cofinancement via fonds européens (moins la durée d'archivage courant)

9.12.3. FORMALITES

Chacune des parties fait son affaire des formalités lui incombant au titre de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel.

9.12.4. OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT VIS-A-VIS DES RESPONSABLES CONJOINTS

Le Sous-traitant s'engage à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
- ne traiter les données que sur instruction documentée des Responsables conjoints, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le Sous-traitant est soumis. Dans ce cas, le Sous-traitant informe les Responsables de traitement conjoints de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- informer immédiatement les Responsables conjoints si, selon lui, une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données ;
- garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat et pouvoir retracer l'accès à ces données ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent l'information et la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Sous-traitant s'interdit de :

- divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des données exploitées ;
- prendre copie ou de stocker, quelles qu'en soit la forme et la finalité, tout ou partie des informations ou données contenues sur les supports ou documents qui lui ont été confiés ou recueillies au cours de l'exécution des présentes.

9.12.5. MESURES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES DE SECURITE DU TRAITEMENT

Compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, le Sous-traitant prend toutes les mesures techniques et organisationnelles requises afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Le Sous-traitant s'engage à maintenir ses moyens au cours de l'exécution des présentes et à défaut, à en informer immédiatement les Responsables conjoints.

9.12.6. SOUS-TRAITANCE DES PRESTATIONS DU SOUS-TRAITANT

Le Sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit les Responsables conjoints de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Les Responsables conjoints dispose d'un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections.

Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si les Responsables de traitement conjoints n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le Sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations relatives à la protection des données pour le compte et selon les instructions des Responsables de traitement conjoints.

Il appartient au Sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant les Responsables conjoints de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

9.12.7 EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Sous-traitant des demandes d'exercice de droits, le Sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : dpo@iledefrance.fr.

9.12.8 NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Sous-traitant notifie aux Responsables de traitement conjoints toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a pris connaissance et sans retard indu par mail à l'adresse suivante : dpo@iledefrance.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre aux Responsables de traitement conjoints, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente dans les 72 heures après la prise de connaissance de la violation.

Lorsque les Responsables de traitement conjoints doit gérer une violation de données à caractère personnel qui concerne les traitements réalisés par le Sous-traitant, ce dernier aide les Responsables de traitement conjoints à respecter son obligation de notification à l'autorité de contrôle et de communication de la violation à la personne concernée lorsque la violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour ses droits et libertés.

9.12.9 ASSISTANCE DU SOUS-TRAITANT

Le Sous-traitant s'engage selon les moyens et les informations dont il dispose ainsi qu'en fonction de la nature du traitement à fournir aux Responsables de traitement conjoints toute aide raisonnable qui lui serait nécessaire pour :

- la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données ;
- la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

9.12.10. SORT DES DONNEES

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le Sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel aux Responsables de traitement conjoints.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Sous-traitant, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel.

Une fois les données détruites, le Sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction auprès des Responsables de traitement conjoints.

9.12.11. DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES

Le Sous-traitant communique aux Responsables de traitement conjoints **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

9.12.12. REGISTRE DES CATEGORIES D'ACTIVITES DE TRAITEMENT

Le Sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte des Responsables de traitement conjoints comprenant :

- le nom et les coordonnées des Responsables conjoints pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte des Responsables conjoints ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

9.12.13. DOCUMENTATION ET GESTION DE LA PREUVE

Le Sous-traitant met à la disposition des Responsables conjoints toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de toutes ses obligations prévues dans les présentes. Cette documentation sera notamment constituée de tous les éléments permettant de démontrer que les traitements sont effectués conformément à une instruction des Responsables de traitement conjoints.

9.12.14. AUDIT

Le Sous-traitant permettra la réalisation d'audits, y compris des inspections, par les Responsables conjoints ou un autre auditeur qu'ils ont mandaté.
Le Sous-traitant s'engage à contribuer à la réalisation de ces audits.

Dans le cas où le Sous-traitant ferait l'objet d'une enquête ou d'une demande d'information par l'autorité de contrôle concernant tout traitement effectué pour le compte des Responsables conjoints, le Sous-traitant s'engage à en informer les Responsables conjoints au plus tard dans les 24 heures suivantes à la demande d'information de l'autorité de contrôle et à satisfaire cette enquête ou demande.

9.12.15. OBLIGATIONS DES RESPONSABLES CONJOINTS VIS-A-VIS DU SOUS-TRAITANT

Les Responsables conjoints s'engage à :

- fournir au Sous-traitant les données nécessaires à la mise en œuvre de ses obligations ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Sous-traitant ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel de la part du Sous-traitant ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Sous-traitant.

Fait à Saint Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le.....

Le.....

Pour la Région Île-de-France
La Présidente

Pour le SYCTOM
Le Président

Valérie PECRESSE

Corentin DUPREY

Annexe
Liste des délibérations concernant le régime d'aide sur lequel le Sycdom est fondé à intervenir :

- Délibération n° CP 2021-198 du 1 avril 2021 adoptée à la suite de la mise en œuvre des propositions issues de la cop pour l'aménagement durable et l'environnement adoptant le dispositif « Zéro déchet et économie circulaire »

PROJET